

IICA  
E50  
933  
(Fr)

Accords ministériels continentaux

**Plan AGRO 2003-2015**  
**pour l'agriculture et la vie rurale**  
**dans les Amériques**

Bavaro 2001 - Panama 2003 - Guayaquil 2005



Réunions ministérielles " Agriculture et vie rurale dans les Amériques " dans le cadre du processus des Sommets des Amériques




**Accords ministériels continentaux**

**Plan AGRO 2003-2015 pour  
l'agriculture et la vie rurale  
dans les Amériques**

**Bavaro 2001 - Panama 2003 - Guayaquil 2005**

Réunions ministérielles " Agriculture et vie rurale dans les Amériques "  
dans le cadre du processus des Sommets des Amériques

00006809

IICA  
E50  
9.33  
(Fr)

© Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA). 2005

L'IICA encourage une utilisation honnête de ce document et demande d'indiquer la source si des passages de celui-ci sont cités

Cette publication est aussi disponible en format électronique (PDF) sur le site Web de l'IICA [www.iica.int/cumbres](http://www.iica.int/cumbres)

Accords ministériels continentaux : Plan D'Action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques : Bávaro 2001 - Panamá 2003 - Guyaquil 2005 / Réunions ministérielles "Agriculture et vie rurale dans les Amériques" dans le cadre du processus des Sommets des Amériques - San José, C.R. : IICA, 2005  
88 p. ; 15 cm x 22 cm

ISBN 92-90-39-675-X

Publié également en espagnol, en anglais et en portugais

1. Accords ministériels - Amérique 2. Sommets - Amérique 3. Agriculture et vie rurale - Amérique 4. Réunions ministérielles - Amérique I. Réunions ministérielles "Agriculture et vie rurale dans les Amériques" dans le cadre du processus des Sommets des Amériques II. Titre

AGRI5  
E50

DEWEY  
338.181

San José, Costa Rica  
2005



IV SOMMET  
DES AMÉRIQUES  
MAR DEL PLATA - ARGENTINA - 2005

***“Créer des emplois pour faire face à la pauvreté  
et renforcer la gouvernance démocratique”***

**Les chefs d'État et de gouvernement des Amériques  
encouragent une croissance qui va de pair avec la création  
d'emplois ainsi qu'un cadre institutionnel renouvelé, et ils  
appuient la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015**

*Nous nous engageons à construire un cadre institutionnel plus  
solide, et inclusif à partir de la coordination de politiques  
nationales en matière économique, sociale et du travail pour  
contribuer à la création d'emplois décents et qui doit comprendre :*

*Un cadre global pour le développement rural et agropastoral qui  
encourage l'investissement, la création d'emplois et la prospérité  
rurale*

**Quatrième Sommet des Amériques, 2005  
Paragraphe 55 g), Déclaration de Mar del Plata**

Pour concrétiser les dispositions précédentes, les mandataires ont  
défini l'engagement national suivant :

*Appuyer la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil de  
2005 sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques (Plan  
AGRO 2003-2015*

**Quatrième Sommet des Amériques, 2005  
Paragraphe 35, Plan d'action**

## Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	6
<b>Introduction</b> .....	9
<b>Guayaquil 2005 : Troisième Réunion ministérielle</b> .....	17
Processus ministériel 2005 .....	20
Cérémonie d'ouverture: réflexions sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques .....	23
Questions stratégiques .....	27
Accords ministériels continentaux 2005.....	32
Plan AGRO 2003-2015. Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques .....	34
Mise en œuvre et suivi du Plan AGRO 2003-2015 en préparation de la Quatrième Réunion ministérielle.....	45
Système d'information pour le suivi du Plan AGRO 2003-2015 .....	47
Proposition ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale présentée au Quatrième Sommet des Amériques .....	49
<b>Panama 2003 : Deuxième Réunion ministérielle</b> .....	51
Plan d'action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques .....	58
Mise en œuvre et suivi du Plan AGRO 2003-2015.....	72
<b>Bávaro 2001 : Première réunion ministérielle</b> .....	75
Déclaration de Bávaro pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques .....	79



*Les rencontres ministérielles donnent d'importants résultats  
En appui aux mandats des Sommets. Nous continuerons à  
développer cette coopération.*

**Troisième Sommet des Amériques, 2001  
Paragraphe 29, Déclaration de Québec**

## Avant-propos

La tenue de la Troisième Réunion ministérielle " Agriculture et vie rurale dans les Amériques " à Guayaquil (30 et 31 août 2005) marque un nouveau moment historique dans l'édification d'une agriculture et d'une vie rurale modernes, qui nous rapproche de la Vision commune à l'horizon 2015 approuvée avec le Plan AGRO 2003-2015. En effet, ce forum ministériel continental a permis aux ministres de l'Agriculture de réitérer leur engagement à mettre en œuvre les mandats dictés par les chefs d'État et de gouvernement lors des deux derniers Sommets des Amériques (Québec 2001 et Monterrey 2004) et d'apporter une contribution au Quatrième Sommet des Amériques (Mar del Plata 2005).

Avec l'**Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques**, les ministres réaffirment et revitalisent leur engagement à l'égard du Plan AGRO 2003-2015 et de ses composantes : la Vision commune à l'horizon 2015 et les objectifs stratégiques. En effet, l'Accord ministériel de Guayaquil, signé lors de la Troisième Réunion ministérielle, actualise le Plan AGRO en y ajoutant des actions stratégiques complémentaires pour la période 2006-2007 ainsi que des mesures pour assurer leur mise en œuvre et leur suivi.

Cette importante réalisation ministérielle a un impact positif sur le forum politique suprême du Continent. En effet, sous le thème "*Créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique*", les dirigeants des Amériques, réunis dans le cadre de leur Quatrième Sommet, s'engagent au nom de leur pays à appuyer la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil comme une action concrète devant mener à une croissance qui va de pair avec la création d'emplois.

Les accords ministériels continentaux présentés dans cette publication sont une expression souveraine de la volonté politique des pays. Ils ont été formulés et acceptés à l'unanimité à la suite



---

---

---

d'un vaste processus de dialogue mené à l'échelle continentale, de manière transparente, dans lequel les délégués ministériels et leur forum continental, le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommet des Amériques dans le domaine de l'agriculture (GRICA), ont joué un rôle de premier plan.


En 2005, sous la présidence de l'Équateur, le GRICA a tenu diverses réunions à San José, Costa Rica (7 et 8 juillet), et à Guayaquil (29 août), au cours desquelles les délégués ministériels se sont entendus sur d'importantes questions et actions stratégiques mises de l'avant dans les accords de la Troisième Réunion ministérielle, qui viennent compléter, dans le respect de la continuité, le Plan AGRO 2003-2015.

Le processus ministériel " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ", amorcé en mai 2001 immédiatement après la tenue du Troisième Sommet des Amériques, est marqué par deux autres repères importants : la Première Réunion ministérielle (Bavaro 2001), où fut adoptée la Déclaration ministérielle de Bavaro, et la Deuxième Réunion ministérielle (Panama 2003), où fut signé le Plan AGRO 2003-2015.

La présente publication a pour objet de réunir tous les accords ministériels continentaux sur l'agriculture et la vie rurale conclus dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, en commençant par les accords de Guayaquil (2005), suivis des accords ministériels adoptés à Panama (2003) et Bavaro (2001).

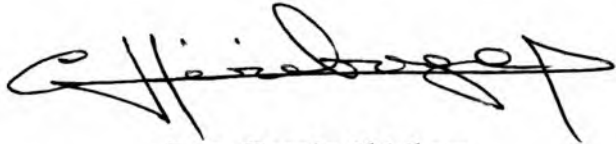
Nous sommes convaincus qu'ensemble, ces accords consensuels ouvrent la voie à la mise en place d'un système institutionnel moderne et au renforcement de l'action concertée et de la coopération interaméricaine. Les mandats émanés des Sommets et les Accords Ministériels Continentaux sont nécessaires, mais pas suffisants, pour réaliser les changements qui permettront de concrétiser la Vision commune à l'horizon 2015. À dix ans de cet horizon, faisons de ces mandats et accords un outil politique et technique pour élaborer des politiques d'État, promouvoir les investissements et créer un environnement propice au développement durable de l'agriculture et du milieu rural, à la sécurité alimentaire et à la prospérité rurale dans les pays des Amériques, avant 2015.

Dans ce contexte, l'IICA, en tant que partenaire institutionnel du processus des Sommets des Amériques et Secrétariat des Réunions ministérielles, continuera d'apporter son appui au processus ministériel visant à améliorer l'agriculture et les collectivités rurales, afin de renforcer la cohérence de ce processus avec les grands objectifs, les actions et les mécanismes établis pour assurer la mise en œuvre et le suivi des mandats émanés des Sommets des Amériques.



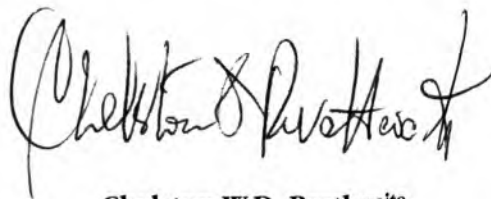
**Pablo Rizzo Pastor**

*Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de l'Équateur  
Président de la Troisième Réunion ministérielle  
" Agriculture et vie rurale dans les Amériques "*



**Jorge Hernán Chiriboga**

*Sous-ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de l'Équateur  
Président du GRICA 2005*



**Chelston W.D. Brathwaite**

*Directeur Général  
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture  
Secrétariat de la Réunion ministérielle*



## Introduction

Dans le bref et fructueux processus ministériel continental amorcé en 2001 en réponse aux mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale émanés du Troisième Sommet des Amériques, les ministres se sont entendus pour définir des lignes d'action d'une grande portée pour l'avenir de l'agriculture et de la vie rurale. Voici une brève explication de divers aspects de ces lignes d'action, qui constituent les " Accords ministériels continentaux ".

### Qu'entend-on par " accords ministériels continentaux " (AMC)?

Les accords ministériels continentaux sur l'agriculture et la vie rurale sont des lignes d'action établies de manière consensuelle par les ministres au sujet de questions stratégiques qui concernent l'agriculture et la vie rurale des Amériques.

En tant qu'instruments internationaux qui appuient le processus des Sommets des Amériques, les AMC traduisent la volonté et l'engagement des ministres à promouvoir, de concert avec les intervenants responsables du développement de l'agriculture et de la vie rurale, des **actions stratégiques** visant à améliorer, de façon durable, ces deux secteurs.

Les AMC ont une grande force politique parce qu'ils ont leurs racines dans les réalités exprimées dans les propositions nationales qui conduisent à ces accords et parce qu'ils sont renforcés par le consensus continental forgé, par la voie du dialogue et de la négociation, par les délégués ministériels des 34 membres du Système interaméricain. Cette force politique est également le fruit de l'engagement des gouvernements à mettre en œuvre les accords et à réaliser le suivi approprié pour les actualiser et assurer la continuité requise afin d'avancer vers la concrétisation de la Vision commune à l'horizon 2015.

Surtout, cette force politique des AMC est réaffirmée lorsqu'ils sont adoptés comme documents officiels du Processus des Sommets des Amériques et qu'ils servent de référence pour l'élaboration des déclarations et des plans d'action émanant des chefs d'État et de gouvernement. À titre d'exemple, nous pouvons citer le paragraphe 43 de la Déclaration de Nuevo León (Sommet extraordinaire, Monterrey 2004), dans lequel les chefs de

gouvernement des Amériques expriment leur appui à la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015, qui constitue un AMC de la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques. Les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé une volonté similaire dans le paragraphe 35 du Plan d'action du Quatrième Sommet (Mar del Plata 2005) en prenant, à titre d'engagement national, la décision d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil.

## **Quel est le cadre politique des AMC?**

Les mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale émanés des Sommets des Amériques (Québec 2001, Monterrey 2004 et Mar del Plata) constituent le contexte politique continental des AMC.

Le Troisième Sommet des Amériques (Québec 2001) a marqué un tournant décisif puisque c'est là que les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu l'importance de l'agriculture et de la vie rurale dans les efforts pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement durable des pays.

Ce potentiel a été reconnu lorsque les chefs de gouvernement ont défini le double rôle de l'agriculture, en tant que mode de vie de millions de familles rurales et comme secteur stratégique du système socio économique pour créer de la prospérité. Conséquents avec cette affirmation, les chefs de gouvernement ont dicté deux mandats dans le Plan d'action du Troisième Sommet, afin de : i) promouvoir une action concertée à l'échelle du continent de tous les acteurs du secteur agricole, pour travailler à l'amélioration durable de l'agriculture et de la vie rurale, et ii) promouvoir des stratégies nationales à long terme, dans le même but, fondées sur le dialogue et la participation d'acteurs clés.

Les mandataires réunis au Sommet extraordinaire (Monterrey 2004) se sont engagés à déployer des efforts soutenus pour améliorer les conditions de vie des populations rurales en encourageant les investissements et en créant des conditions favorables à l'amélioration durable de l'agriculture afin de contribuer au développement social, à la prospérité rurale et à la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, ils ont appuyé la mise en application du deuxième accord ministériel continental : le Plan AGRO 2003-2015. Entre-temps, dans la Déclaration de Mar del Plata, axée sur la création d'emplois, les gouvernants ont pris l'engagement de construire un cadre institutionnel basé sur la coordination des politiques publiques, qui inclut un cadre général



pour le développement du secteur rural et agricole visant à promouvoir l'investissement, la création d'emplois et la prospérité du milieu rural.

Les mandats et les engagements de ces trois Sommets définissent un cadre politique qui revalorise l'agriculture et la vie rurale des Amériques et donnent naissance à un nouveau processus ministériel d'où se dégagent des accords qui contribuent à l'exécution et à la mise à jour des mandats des Sommets continentaux.

### **Que sont les Réunions ministérielles " Agriculture et vie rurales dans les Amériques " ?**

Ces réunions, créées dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, sont un lieu où se rencontrent les dirigeants politiques sectoriels du Continent pour examiner les questions stratégiques et les mandats particuliers dictés par les chefs de gouvernement dans les déclarations et les plans d'action continentaux. Elles constituent une instance continentale pour le dialogue politique multilatéral, la coordination et la coopération entre les 34 pays membres du Système interaméricain.

“ Les réunions des ministres des divers secteurs constituent le mécanisme opérationnel le plus important pour concevoir collectivement des plans d'exécution sectoriels de politiques publiques dans la région. C'est la valeur ajoutée la plus appréciable que le processus des Sommets des Amériques ait apportée à l'OEA et à nos pays ”<sup>1</sup>.

Les Réunions ministérielles servent à faire le point et à mettre en commun les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mandats émanés des Sommets et des AMC. Elles font donc partie des deux processus : celui des Sommets des Amériques et le processus ministériel l'« Agriculture et la vie rurale dans les Amériques ». Par l'entremise de leurs AMC, ces réunions assurent la continuité du processus menant à la concrétisation de la Vision commune à l'horizon 2015 de l'agriculture et de la vie rurale et, parallèlement, elles contribuent à la préparation des nouvelles décisions que l'on attend des chefs d'État et de gouvernement.

---

1. Documente officiels des Sommets des Amériques de Miami à Québec, volume III. OEA. La citation (traduction libre) est extraite de l'avant propos présenté par M. Jaime Aparicio Otero, directeur du Bureau des Sommets de l'OEA.

La Réunion ministérielle “ Agriculture et vie rurale dans les Amériques ” est donc l'espace politique des ministres de l'Agriculture. C'est le forum continental de plus haut niveau où sont établies, par voie de consensus, **les priorités et les actions stratégiques** qui conduiront à l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale.

L'identité de la Réunion ministérielle, qui fait fond sur un processus ministériel permanent, s'exprime et se consolide dans ses AMC. Cette identité, de portée continentale, a fait en sorte que la Réunion ministérielle s'impose désormais comme un acteur politique dont le poids est incontestable dans le processus des Sommets des Amériques.

### **Comment s'édifient les AMC?**

Les AMC s'édifient depuis les pays. Ils sont le fruit d'un processus ministériel qui comprend des consultations nationales, d'où émergent les propositions que les pays mettent en commun. À partir de ces propositions nationales, s'amorcent le dialogue entre les pays, la négociation et l'édification du consensus continental au sujet du texte de chacun des accords.

De cette manière, compte tenu de la diversité des perspectives et des intérêts des pays, le processus ministériel a facilité les progrès dans la définition des AMC qui résultent de décisions largement consensuelles. En conséquence, les AMC sont l'expression de points de convergence et de compréhension entre les pays, d'une valeur inestimable pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale.

Afin de faciliter le dialogue continental et le consensus, le processus ministériel bénéficie, depuis 2001, de la participation de deux acteurs qui ont joué un rôle de premier plan dans le processus et qui ont permis aux forums continentaux et aux accords de voir le jour. Ces deux acteurs sont : i) le délégué ministériel pour l'agriculture et la vie rurale et son Forum continental de délégués ministériels, à savoir le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques dans le domaine de l'agriculture (GRICA); ii) les ministres de l'Agriculture et leur Réunion ministérielle “ Agriculture et vie rurale dans les Amériques ”.

Les délégués coordonnent, dans leurs pays respectifs, l'élaboration des propositions nationales relatives aux AMC et, ensemble, s'attachent à

---

---

---

forger le consensus continental. Ils coordonnent également la préparation des rapports nationaux sur l'exécution du Plan AGRO 2003-2015 et identifient les défis qui se posent. Réunis au sein du GRICA, les délégués travaillent à l'élaboration d'accords qui rallient tous les suffrages et qui seront signés par les ministres dans le cadre des Réunions ministérielles.

Les délégués et les ministres reçoivent le soutien du Secrétariat de la Réunion ministérielle, fonctions assumées par l'IICA, dont le travail facilite la continuité du processus ministériel dans son ensemble. Sa tâche centrale consiste à appuyer les dialogues nationaux, régionaux et continental sur lesquels sont bâtis les accords ministériels. Le Secrétariat fournit également son appui pour la continuité des travaux des délégués, du GRICA et de la Réunion ministérielle, ainsi que de la coordination de cette dernière avec le processus des Sommets des Amériques. Il sert aussi de mémoire institutionnelle du processus des réunions " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ".

### **Quels sont les AMC et quelles sont les lignes d'action correspondantes?**

Le processus ministériel permanent 2001-2005 a été marqué par trois Réunions ministérielles " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ". Du travail de synthèse qui caractérise ces réunions, se sont dégagés les AMC suivants :

#### Bávaro 2001. Première Réunion ministérielle

■ *Déclaration ministérielle de Bávaro pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques*

La Déclaration exprime l'engagement des ministres à promouvoir une action conjointe en vue d'améliorer l'agriculture et la vie rurale, comme le leur demande le Plan d'action du Troisième Sommet des Amériques. Elle souligne la nécessité de réaliser des progrès en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté rurale et le développement durable de l'agriculture et du milieu rural, en portant une attention particulière aux questions de compétitivité, d'équité, de viabilité environnementale et de gouvernance démocratique.

Panama 2003. Deuxième Réunion ministérielle

- *Plan AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques.*

La volonté ministérielle d'arriver à un consensus au sujet d'un programme continental commun, qui s'était dégagée de la Première Réunion ministérielle, a favorisé la poursuite du dialogue et l'élaboration du deuxième accord ministériel.

Le Plan concrétise cette volonté ministérielle sous la forme des quatre composantes complémentaires suivantes : la Vision commune de l'agriculture et de la vie rurale à l'horizon 2015; les objectifs stratégiques, sur lesquels seront concentrés les efforts; les actions stratégiques pour atteindre ces objectifs, énoncées dans le Programme continental 2003-2005, et les mesures pour la mise en œuvre et le suivi du Plan.

- Mise en œuvre et suivi du Plan AGRO 2003-2015.

Guayaquil 2005. Troisième Réunion ministérielle

- *Plan AGRO 2003-2015. Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques*

La décision d'assurer la mise en œuvre du Plan en établissant des programmes d'action ministériels bisannuels a eu pour corollaire la nécessité de suivre l'exécution des actions stratégiques du Plan et de procéder en conséquence à sa mise à jour.

Cet accord réaffirme l'engagement à l'égard du Plan AGRO 2003-2015 et actualise le Plan avec des actions stratégiques complémentaires pour la période 2006-2007 et des mesures pour en assurer la mise en œuvre et le suivi.

- *Accord ministériel sur la mise en œuvre et le suivi du Plan AGRO 2003-2015 en préparation de la Quatrième Réunion ministérielle*

Fondamentalement, cet accord concerne l'élaboration des rapports nationaux sur l'exécution du Plan et sur les défis auxquels les pays



---

---

---

font face, rapports sur lesquels on se fonde pour actualiser le Plan pour la période 2008-2009.

■ *Accord ministériel sur le système d'information pour le suivi du Plan AGRO 2003-2015*

Dans cet accord, les ministres prennent acte des efforts consentis par l'IICA et la CEPALC, que viennent appuyer la FAO, l'OPS, l'UNESCO et l'OIT. Ils annoncent leur décision de poursuivre les efforts afin de mettre en place un système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2003-2015, en vue de la Quatrième Réunion ministérielle qui se tiendra en 2007.

■ *Accord ministériel sur la proposition qui sera présentée au Quatrième Sommet des Amériques*

Les ministres recommandent au président et au Secrétariat de la Réunion ministérielle de s'appuyer sur la proposition ministérielle pour impulser la consolidation de la position acquise par l'agriculture et la vie rurale dans le processus des Sommets des Amériques.

## **L'occasion et le défi**

Essentiellement, les mandats émanés des Sommets et les AMC sont nécessaires, mais pas suffisants pour permettre la concrétisation de la Vision commune à l'horizon 2015. Ils sont nécessaires parce qu'ils tracent un cadre politique et technique pour l'élaboration de stratégies, l'alignement institutionnel et la focalisation des efforts nationaux et de la coopération internationale. Cependant, pour mettre en place dès aujourd'hui le changement que les AMC favorisent avec la Vision commune à l'horizon 2015, il est nécessaire de privilégier, dans leur mise en œuvre, trois aspects cruciaux, de nature politique et institutionnelle, qui sont implicitement mis de l'avant par les AMC : un système institutionnel modernisé, l'action concertée et la coopération de tous les acteurs responsables de l'amélioration durable de l'agriculture et de la vie rurale.

Le grand défi que l'on doit relever pour tirer profit de l'occasion offerte par les mandats émanés des Sommets et les AMC peut se résumer ainsi : il est urgent d'accélérer le pas, ensemble, vers l'horizon 2015.



# **GUAYAQUIL 2005 : TROISIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE**

- **Processus ministériel 2005**
- **Cérémonie d'ouverture:**  
réflexions sur l'agriculture et la vie  
rurale dans les Amériques
- **Questions stratégiques**
- **Accords ministériels  
continentaux 2005**



***“Créer des emplois pour faire face à la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique”***

**Les dirigeants des Amériques demandent aux organisations internationales d continuer à appuyer la mise en œuvre et le suivi des mandats et engagements des Sommets**

*Nous chargeons les institutions membres du Groupe de travail mixte des Sommets, constitué par l'Organisation des États Américains, la Banque interaméricaine de développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, la Banque centraméricaine d'intégration économique, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Institut de la connectivité des Amériques la Banque de développement des Caraïbes, la Corporation andine de développement qui, avec la coordination de l'OEA, de continuer d'appuyer, au moyen de leurs activités et programmes respectifs, le suivi et la mise en application des Déclarations et des Plans d'action des Sommets des Amériques, ainsi que la présente Déclaration et le Plan d'action de Mar del Plata, et de prêter leur assistance aux préparatifs de futurs Sommets.*

**Quatrième Sommet des Amériques, 2005  
Paragraphe 75, Déclaration de Mar del Plata**

*Demander à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), et à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) de poursuivre leurs efforts en vue d'élaborer un système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2003-2015, et aux membres du Groupe de travail mixte des Sommets de conjuguer leurs efforts avec ceux qui sont actuellement déployés à titre de contribution à la définition des objectifs et indicateurs pour les mandats des Sommets des Amériques.*

**Quatrième Sommet des Amériques, 2005  
Paragraphe 43, Plan d'action**



## Troisième Réunion ministérielle - 2005



Lors de la troisième Réunion ministérielle "Agriculture et vie rurale dans les Amériques" tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, les ministres ont mis à jour le **Plan AGRO 2003-2015** en adoptant *l'Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques*. Ils ont également adopté d'autres accords continentaux relativement à la mise en œuvre et au suivi du Plan et à la proposition ministérielle soumise au Quatrième Sommet des Amériques.

## PROCESSUS MINISTÉRIEL 2005 :

### Exécution et mise à jour du Plan AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques

Aux fins de l'exécution et du suivi du Plan AGRO 2003-2015, les Ministres ont établi, lors de leur Deuxième Réunion ministérielle en 2003, que le Plan serait exécuté à travers six programmes d'action continentaux et que l'examen des progrès accomplis par les pays dans l'exécution des actions stratégiques 2003-2005 du Plan servirait de fondement pour la mise à jour en vue de la période 2006-2007. C'est pourquoi le processus ministériel mené par les pays en 2005 s'est concentré sur l'élaboration des rapports concernant l'exécution du Plan et sur son actualisation. La préparation de l'information par les pays, le dialogue continental et l'édification d'un consensus, au sein de la GRICA 2005 et lors de la Réunion ministérielle, ont été au cœur du processus ministériel 2005 et constituent le fondement des résultats de ce processus.

En ce qui a trait à l'exécution du Plan, les pays ont montré qu'ils déploient un éventail d'efforts pour améliorer l'agriculture et les collectivités rurales dans le cadre des actions stratégiques définies dans le Plan AGRO 2003-2015. Ces efforts comprennent, sur le plan national, des études, des propositions, des plans, des programmes, des politiques sectorielles et des politiques d'État<sup>2</sup> et, sur le plan régional, des accords et des politiques. Parallèlement, les pays font face à de nouveaux défis en ce qui concerne l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale et la mise en œuvre du Plan. Tenant compte de ce qui précède, le Secrétariat de la Réunion

2. Politiques qui émanent du dialogue, de la concertation et de l'engagement entre les intervenants clés: du gouvernement, du parlement et de la société civile et qui transcendent les administrations gouvernementales.

ministérielle, assumé par l'IICA, a soutenu les délégués ministériels dans leur processus d'élaboration des rapports nationaux sur l'exécution du Plan et de détermination des défis que doivent relever les pays.

Ce processus d'information et de consultation a été amorcé à la fin de 2004. L'appel a été largement entendu. En tout, 29 pays ont mis en commun, par l'intermédiaire d'un système électronique mis à leur disposition par le Secrétariat, 66 rapports qui se répartissent comme suit : 28 rapports nationaux sur les progrès accomplis, 14 résumés sur la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015, en réponse au mandat 43 de la Déclaration de Nuevo León (Sommet extraordinaire des Amériques, Monterrey, 2004) et 24 rapports sur les défis. Les délégués ministériels ont ainsi pu enrichir leurs connaissances des actions que prend chaque pays pour l'amélioration de son agriculture et de son milieu rural.

Afin de lancer le dialogue continental devant mener au nécessaire consensus entre les délégués ministériels pour la mise à jour du Plan, le Secrétariat a préparé un document intitulé *Documento Base para el Diálogo Hemisférico 2005*. Les délégués se sont servis de ce document pour focaliser le dialogue virtuel et pour orienter les séances du GRICA 2005, en vue d'arriver à un consensus au sujet de la mise à jour du Plan AGRO 2003-2015<sup>3</sup>.

Les délégués ministériels, au terme d'un dialogue intense, sincère et constructif, sont parvenus à un consensus au sujet des **actions stratégiques complémentaires** nécessaires à la mise à jour du Plan AGRO pour la période 2006-2007 et des mesures à appliquer pour assurer la mise en œuvre et le suivi du Plan. Les actions nationales en cours d'exécution, la persistance des défis constatés dans le processus ministériel 2003 et la définition de nouveaux défis sont autant d'éléments qui sont exposés dans les rapports nationaux et qui ont mis en lumière d'une part, la validité des actions stratégiques du Plan AGRO adoptées en 2003 et, d'autre part, la nécessité d'actualiser le Plan avec des actions stratégiques complémentaires

3. Le Secrétariat de la Réunion ministérielle a créé un site pour le dialogue virtuel, à l'adresse [www.iica.int/cumbres](http://www.iica.int/cumbres), sur lequel sont affichés deux documents de travail : *Antecedentes para el Diálogo Hemisférico 2005* (Cadre général du dialogue continental 2005) et *Documento Base para el Diálogo Hemisférico 2005* (Document de travail pour le dialogue continental 2005).



Délégués ministériels de l'agriculture et de la vie rurale en session de travail à San José, Costa Rica (juillet 2005)

Concrètement, lors des séances tenues les 7 et 8 juillet à San José et le 29 août à Guayaquil, les délégués ministériels réunis au sein du GRICA 2005 sont parvenus à un consensus au sujet de quatre projets d'accord ministériel, dont le projet concernant la mise à jour du Plan AGRO 2003-2015 pour l'exercice biennal 2006-2007 et celui relatif à la proposition ministérielle présentée au Quatrième Sommet des Amériques (Mar del Plata 2005). L'Équateur, en sa qualité de pays hôte de la Réunion ministérielle, a exercé la présidence du GRICA 2005, en la personne de M. Jorge Hernán Chiriboga, sousministre de l'Agriculture et de l'Élevage.

Faisant fond sur le consensus auquel est parvenu le GRICA 2005, les ministres et secrétaires à l'Agriculture ont réaffirmé, lors de la Troisième réunion ministérielle, leur engagement à l'égard du Plan AGRO 2002-2015, en signant l'Accord ministériel de Guayaquil, et adopté les dispositions relatives à la mise en œuvre et au suivi du Plan.



## CÉRÉMONIE D'OUVERTURE:

Réflexions sur l'agriculture et la vie rurale  
dans les Amériques

La Réunion ministérielle " Agriculture et vie rurale dans les Amériques " a été ouverte le 29 août 2005, à Guayaquil, Équateur, par Son Excellence le vice-président constitutionnel de la République de l'Équateur, M. Alejandro Serrano Aguilar. L'accompagnaient à la table d'honneur, le Secrétaire général adjoint de l'OEA, le Ministre de l'agriculture et de l'élevage de l'Équateur, le Ministre du commerce extérieur, des pêches et de la concurrence de l'Équateur, le Directeur général de l'IICA, le Directeur général adjoint et Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Gouverneur de la province de Guayas.

23



Cérémonie d'ouverture présidée par Son Excellence Alejandro Serrano Aguilar, vice-président constitutionnel de la République de l'Équateur.

Plus de 800 personnes ont assisté à la cérémonie d'ouverture de la réunion; délégations des 33 pays membres du processus des Sommets des Amériques; représentants de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France et d'Israël; députés du Congrès national; membres du corps diplomatique; anciens ministres de l'Agriculture et de l'Élevage de l'Équateur; directeurs honoraires de l'IICA; représentants et fonctionnaires des organismes internationaux et représentants des médias nationaux et internationaux.

Cérémonie d'ouverture présidée par Son Excellence Alejandro Serrano Aguilar, vice-président constitutionnel de la République de l'Équateur.

Après l'hymne national de l'Équateur et l'hymne de la ville de Guayaquil, les dignitaires suivants ont pris la parole et tracé le cadre de la Réunion ministérielle :

**Allocution du Ministre de l'agriculture et de l'élevage de l'Équateur, président de la Réunion ministérielle**

*" ...que l'avenir soit toujours un jour nouveau pour l'agriculture des Amériques. "*

M. Pablo Rizzo Pastor souhaite la bienvenue aux participants. Il ajoute qu'il est conscient de la responsabilité que représente, pour les 34 ministres de l'Agriculture des Amériques, le fait de se réunir à quelques semaines du prochain Sommet mondial 2005 sur les progrès réalisés dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et du Quatrième Sommet des Amériques qui se tiendra sous le thème " Créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique ".

Il rappelle que, lors du Troisième Sommet, les chefs de gouvernement des Amériques se sont engagés à promouvoir des programmes visant à améliorer l'agriculture et la vie rurale et à renforcer l'agro industrie, ces programmes constituant une contribution essentielle à la réduction de la pauvreté et au développement intégral. Par ailleurs, lors du Sommet extraordinaire, les mandataires ont appuyé le Plan AGRO 2003-2015 adopté dans le cadre de notre Deuxième Réunion ministérielle.

Ce nouvel appui politique nous engage encore plus. Il poursuit en soulignant que nous partageons la grande responsabilité d'écrire un avenir

différent pour tous ceux qui nous ont fait confiance et qui s'attendent à ce que les dispositions de l'Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques apportent l'espoir d'une vie meilleure.

### **Allocution du Directeur général de l'IICA**

*“ Nous sommes ici pour continuer de construire un pont vers l'avenir, afin qu'une grande partie de notre population puisse franchir le pas, d'une vie de désespoir à une vie de prospérité rurale. ”*

M. Chelston W. D. Brathwaite remercie sincèrement le gouvernement de l'Équateur et son personnel pour leur chaleureuse hospitalité et pour tout le travail de préparation en vue du séjour des participants à Guayaquil.

M. Brathwaite présente quelques réflexions au sujet des responsabilités actuelles et futures au regard de l'agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle. S'agissant de la Vision commune 2015 du Plan AGRO 2003-2015 et de la réalisation des Objectifs du Millénaire, il précise que c'est à nous d'assumer de nouvelles responsabilités et de jouer un rôle plus dynamique et plus stratégique pour contribuer à une plus grande prospérité des collectivités rurales de nos pays.

Nous sommes convaincus, ajoute-t-il, que la modernisation du secteur agricole et la priorité accordée aux zones rurales sont essentielles pour réduire la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire et le développement durable. À cet égard, il presse tous les intervenants à conjuguer leurs efforts pour mettre en œuvre de nouvelles stratégies, politiques, actions et mesures d'investissement qui préservent la croissance de l'agriculture et du milieu rural ainsi que leur contribution, noble et constante, aux économies de nos nations.

Enfin, il remercie le maire de Guayaquil pour son accueil et son soutien, et le vice-président de l'Équateur pour sa présence et son appui.

### **Allocution du Secrétaire général adjoint de l'OEA**

*“ Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la nouvelle dynamique mondiale et celle qui s'est amorcée dans notre région ne se traduisent pas par la marginalisation sociale et économique de pays et de segments de la population. ”*

L'ambassadeur Albert R. Ramdin commence par expliquer que les questions qui seront abordées pendant la Réunion ministérielle revêtent, sans aucun doute, une grande portée et une importance stratégique pour les pays des Amériques. Il souligne que l'agriculture continuera d'être un pilier stratégique fondamental dans la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois, la sauvegarde de la stabilité sociale et la participation tangible des citoyens au développement de leurs collectivités locales et de leurs pays.

Il fait observer que l'Organisation des États Américains croit dans l'importance de continuer de promouvoir des stratégies nationales à moyen et à long terme en vue de favoriser l'amélioration durable de l'agriculture et de la vie rurale. Comme les présidents et les chefs de gouvernement réunis au Troisième Sommet des Amériques à Québec l'ont précisé, tous les acteurs - parlementaires, organisations de la société civile et communautés scientifiques et universitaires - doivent agir de concert avec les gouvernements pour atteindre cet objectif.

Il ajoute que nous nous félicitons de la diffusion de la démocratie dans le Continent, mais que nous sommes tous douloureusement conscients que les pays n'ont pas toujours réussi à concrétiser les bienfaits annoncés de la démocratie et de la réforme économique. Cet échec menace maintenant le tissu social et politique et crée des environnements instables qui mettent la gouvernance démocratique en péril.

### **Allocution du Vice-président constitutionnel de la République de l'Équateur**

*“ Face aux défis que pose le nouvel environnement, il est fondamental de voir l'agriculture sous un autre angle, afin qu'elle puisse occuper la place qui lui revient dans les grandes décisions politiques. ”*

Son excellence M. Alejandro Serrano Aguilar explique que, à la demande du Président de la République, il a le plaisir de souhaiter à tous, au nom du peuple et du gouvernement de l'Équateur, la plus cordiale bienvenue ainsi qu'un séjour agréable et fructueux en Équateur.

Il fait observer que le gouvernement de l'Équateur s'est engagé, à l'instar d'autres pays représentés à la réunion, à atteindre les Objectifs du Millénaire d'ici l'année 2015. Il ajoute que, face à cet engagement, la Réunion ministérielle revêt une importance particulière pour l'avenir de nos peuples, en particulier pour l'avenir de ceux qui travaillent quotidiennement dans les campagnes et qui luttent contre les incertitudes de la nature et contre les risques et les caprices des marchés, qui, souvent, enterrent les espoirs d'une vie meilleure pour les paysans et les entrepreneurs agricoles.

Après avoir déclaré officiellement et solennellement ouverte la Réunion ministérielle " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ", il conclut en se disant convaincu que le dialogue ministériel et l'Accord de Guayaquil qui en résultera sauront répondre aux besoins, aux préoccupations et aux demandes de tous ceux et celles qui travaillent dans les campagnes et constituer des instruments pour promouvoir le développement juste et équilibré auquel nous aspirons tant pour notre société rurale, composée d'entrepreneurs dynamiques et audacieux et d'une importante communauté de paysans qui, depuis des décennies, espèrent de meilleures conditions de vie.

## QUESTIONS STRATÉGIQUES

La réunion s'est tenue sous la direction de M. Pablo Rizzo Pastor, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de l'Équateur, en qualité de président, et de M. Mariano Ernesto Salaverría, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage d'El Salvador, en qualité de vice-président.

### **Le contexte continental de la Réunion ministérielle**

Ce point du programme a donné lieu à la présentation de l'exposé suivant :

- *El papel de las reuniones ministeriales en el Proceso de las Cumbres de la Américas* (Le rôle des réunions ministérielles dans le processus des Sommets des Amériques). Luis Alberto Rodríguez, directeur du Secrétariat des Sommets des Amériques de l'Organisation des États Américains.

Dans son exposé, M. Rodríguez souligne la contribution des réunions ministérielles, qui sont le fruit du processus des Sommets des Amériques et des décisions adoptées par les chefs d'État et de gouvernement dans les déclarations et les plans d'action des Sommets, et de la mise en œuvre de ces décisions. À cet égard, il fait état de l'occasion qui s'offre aux participants à la présente Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale de faire parvenir leur proposition ministérielle au bureau du président du Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets (GRIC), instance qui prépare les documents du Quatrième Sommet des Amériques.

### **Rapports du Secrétariat**

Le Secrétariat de la Réunion ministérielle, assumé par l'IICA, a présenté deux rapports :

- *Construyendo hoy la Agricultura y la Vida Rural del 2015. Oportunidad para una renovada institucionalidad, acción conjunta y cooperación* (Construire aujourd'hui l'agriculture et la vie rurale à l'horizon 2015 : une occasion de mettre en place un système institutionnel moderne et de renforcer l'action conjointe et la coopération). P. Lizardo de las Casas, directeur du Bureau du suivi du processus des Sommets des Amériques de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture<sup>4</sup>.

Faisant fond sur les rapports nationaux, le rapport montre l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015; il réaffirme la nécessité d'intensifier les efforts pour accélérer l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale; il met en lumière la nouvelle dynamique continentale qui est apparue à la suite des mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale émanés des Sommets des Amériques et souligne l'occasion offerte, aujourd'hui et pendant les prochaines années, à la communauté de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques par l'édification de l'agriculture et de la vie rurale de 2015, de mettre en place

---

4 Le rapport du Secrétariat de la Réunion ministérielle est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.iica.int/cumbres>

---

---

---

un système institutionnel moderne et de renforcer l'action concertée et la coopération .

- *Construyendo hoy el futuro hacia el 2015. Contribución de un sistema de información para el seguimiento y la evaluación del Plan AGRO 2015* (Construire aujourd'hui l'avenir à l'horizon 2015. Mise en place d'un système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2015). P. Lizardo de las Casas, IICA, et Martine Dirven, chef de l'unité du développement agricole de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>5</sup>.

La première partie de l'exposé est consacrée à la présentation générale du système d'information qui servira au suivi et à l'évaluation du Plan AGRO 2003-2015. Ce système comporte trois composantes: les actions nationales réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des engagements; l'impact de ces actions sur le rendement de l'agriculture et de la vie rurale, et les attentes et perceptions des leaders. Chacune de ces composantes comprend une description d'expériences isolées en cours d'exécution. La seconde partie de l'exposé consiste en la présentation d'un résumé des progrès accomplis dans la mise en place de la deuxième composante du système, à partir d'une initiative conjointe d'organismes internationaux coordonnée par l'IICA et la CEPALC, avec l'appui de la FAO, de l'OPS, de l'UNESCO et de l'OIT, dans le but de définir des indicateurs pour l'agriculture et la vie rurale.

### **Dialogue ministériel sur des questions stratégiques**

Tenant compte du thème de la réunion et des questions stratégiques qui ont été au cœur de la mise à jour du Plan AGRO 2003-2015, avec l'ajout de nouvelles actions stratégiques complémentaires, les participants à la réunion ont privilégié le dialogue sur les questions suivantes :

*Le potentiel des agro-biotechnologies (ABT) dans l'agriculture des Amériques.* Albert Sasson, consultant international.

- 
5. Le rapport était accompagné d'un disque compact intitulé : *Hacia un sistema de información para el Seguimiento del Plan AGRO 2015* (Initiative conjointe de los organismos internacionales en apoyo a los Delegados Ministeriales de Agricultura y Vida Rural (Vers un système d'information pour le suivi du Plan AGRO 2015. Initiative conjointe des organismes internationaux à l'appui des délégués ministériels pour l'agriculture et la vie rurale)

*Perspectives de l'industrie agroénergétique dans les Amériques.*

- *Perspectives de l'industrie agroénergétique.* Luiz Carlos Correa Carvalho, président de la chambre des producteurs de sucre et d'alcool du Brésil.

Interventions : Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay, Brésil et Canada.

*Réduction de la pauvreté, création d'emplois et mesures visant à promouvoir la prospérité rurale.*

- *Politiques pour la prospérité rurale.* Sergio Sepúlveda, directeur du Développement rural durable de l'IICA.

*Politiques d'État pour la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015*

- *Élaboration et mise en œuvre de politiques d'État relatives à l'agriculture et à la vie rurale.* Arturo Barrera, sous-secrétaire à l'Agriculture du Chili.
- *Un partenariat commun pour le développement des campagnes.* Roberto Villeda, délégué ministériel pour l'agriculture et la vie rurale du Honduras.

Interventions : Costa Rica, Guatemala, Paraguay, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Mexique, Jamaïque, Bahamas, République dominicaine et Venezuela.

**Présentation du rapport du GRICA pour 2005**

Le président du GRICA 2005, M. Jorge Hernán Chiriboga, a présenté aux participants à la Réunion ministérielle un rapport sur les résultats obtenus au cours des réunions du GRICA 2005 tenues à San José et Guayaquil. Ce rapport contient les propositions sur lesquelles les délégués ministériels pour l'agriculture et la vie rurale se sont entendus, de manière unanime, relatives aux Accords ministériels continentaux 2005 sur l'agriculture et la vie rurale des Amériques.

Ces accords, qui viennent compléter l'accord sur la mise à jour du Plan AGRO 2003-2015 énoncé dans l'Accord ministériel de Guayaquil,



contiennent des dispositions en vue des actions suivantes : i) mise en œuvre et suivi du Plan AGRO 2003-2015 en préparation de la Quatrième Réunion ministérielle; ii) mise en place d'un système d'information pour le suivi du Plan AGRO 2003-2015, et iii) présentation au GRIC de la Proposition ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale en vue de son incorporation éventuelle dans les projets de Déclaration de Mar del Plata et de Plan d'action du Quatrième Sommet des Amériques (Argentine, 2005).

### **Cérémonie de signature de l'Accord ministériel de Guayaquil**

Le président de la Réunion ministérielle, M. Pablo Rizzo Pastor, a procédé à l'adoption de l'Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques, fruit du consensus obtenu au sein du GRICA 2005, en invitant les ministres et chefs de délégation à signer le document. Ont agi en qualité de témoins d'honneur M. Alfredo Palacio González, Son Excellence le président constitutionnel de la République de l'Équateur et M. Chelston W.D. Brathwaite, Directeur général de l'IICA<sup>6</sup>. En signant l'Accord ministériel de Guayaquil, les ministres ont réaffirmé leur engagement à l'égard du Plan AGRO 2003-2015.



Cérémonie de signature de l'Accord ministériel de Guayaquil.

6. L'Accord ministériel de Guayaquil est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.iica.int/cumbres>

## ACCORDS MINISTÉRIELS CONTINENTAUX 2005

La Réunion ministérielle, après consensus au sein du GRICA 2005, a adopté les quatre accords ministériels continentaux suivants. Ces accords viennent compléter les accords conclus en 2001 et 2003, et plus particulièrement le Plan AGRO 2003-2015. Vous trouverez ci-après les définitions principales des quatre Accords ministériels continentaux de 2005.

### **Plan AGRO 2003-2015. Accord ministériel de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques**

Dans l'Accord ministériel de Guayaquil, les ministres réaffirment leur engagement à l'égard du Plan AGRO 2003-2015 et de ses composantes : la Vision commune à l'horizon 2015, les objectifs stratégiques, le programme d'action continental et les mesures de mise en œuvre et de suivi.

Ainsi, le Programme d'action continental 2006-2007, qui a pour thème " *Promouvoir des politiques d'État pour l'agriculture et la vie rurale* " prévoit des actions stratégiques complémentaires en regard des 11 enjeux stratégiques suivants :

- Secteurs de développement économique local
- Gestion et certification de la qualité
- Mise au point de produits à partir des biotechnologies
- Production d'énergie à partir de sources de remplacement
- Politiques relatives à l'agro-industrie
- Services environnementaux et pratiques respectueuses de l'environnement
- Possibilités de marché pour des biens et services produits par des méthodes respectueuses de l'environnement
- Responsabilités sociales dans les entreprises rurales
- Développement intégré du territoire rural
- Politiques d'État
- Travail interinstitutionnel et multisectoriel.

En ce qui a trait à la mise en œuvre et au suivi du Plan AGRO 2003 2015, des mesures ont été stipulées pour assurer la mise à jour du Plan; le renforcement des stratégies et mécanismes régionaux pour l'amélioration

de l'agriculture et de la vie rurale; l'appui des organismes internationaux au processus ministériel pour l'exécution du Plan ainsi que l'action concertée, et la mise en place d'un système d'information sur l'agriculture et la vie rurale pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2003-2015.

### **Accord ministériel sur la mise en œuvre et le suivi du Plan AGRO 2003-2015 en préparation de la Quatrième Réunion ministérielle**

Dans cet accord, les ministres : i) chargent les délégués ministériels et le Secrétariat de la Réunion ministérielle de diffuser le Plan AGRO 2003-2015 mis à jour en tenant compte de l'Accord ministériel de Guayaquil; ii) chargent les délégués ministériels de préparer, avec l'appui du Secrétariat, les rapports nationaux sur l'exécution du Plan et les défis que pose sa mise en œuvre, et demandent au GRICA de mettre à jour le Programme d'action continental pour la période 2008-2009; iii) demandent au Secrétariat de préparer un rapport sur l'exécution du Plan AGRO et sur les mesures prises pour assurer la coordination du processus ministériel avec le processus des Sommets des Amériques.

### **Accord ministériel sur le système d'information pour le suivi du Plan AGRO 2003-2015**

Les ministres demandent aux organismes internationaux qui ont appuyé l'effort initial consenti pour mettre en place un système d'information qui servira au suivi et à l'évaluation du Plan AGRO 2003-2015 de poursuivre cet effort afin de réaliser des progrès avant la tenue de la Quatrième Réunion ministérielle en 2007. Ils pressent également les autres organismes internationaux de se joindre à cette initiative et demandent au Secrétariat de présenter les résultats de cette expérience au Groupe de travail conjoint des Sommets.

### **Accord ministériel relatif à la Proposition ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale présentée au Quatrième Sommet des Amériques**

Les ministres ont demandé au président et au secrétariat de la Réunion ministérielle de présenter les deux paragraphes de la proposition au Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets (GRIC), composé des coordonnateurs nationaux des Sommets des ministères des Affaires étrangères, en vue de leur incorporation éventuelle dans les projets de Déclaration et de Plan d'action du Quatrième Sommet des Amériques, Mar del Plata 2005.

RM3/AMC4-2005  
31 août, 2005

## **AGRO 2003-2015 PLAN**

### **ACCORD MINISTÉRIELLE DE GUAYAQUIL EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE ET DE LA VIE RURALE DANS LES AMÉRIQUES**

Nous, les ministres de l'Agriculture et secrétaires d'État à l'Agriculture des Amériques, réunis les 30 et 31 août 2005 à Guayaquil, République de l'Équateur, à l'occasion de la Troisième réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, conformément aux mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale dictés par les chefs d'État et de gouvernement lors du Troisième Sommet des Amériques (Québec 2001) et du Sommet extraordinaire (Monterrey 2004), et afin de donner suite au Plan AGRO 2015 pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques adopté lors de la Deuxième réunion ministérielle, réaffirmons notre engagement à l'égard du Plan et de ses composantes : Vision commune à l'horizon 2015, Objectifs stratégiques, Programme continental et Mise en œuvre et suivi.

En foi de quoi, à la lumière des accords ministériels sur la mise en œuvre et le suivi du Plan adoptés en 2003, des rapports intérimaires nationaux et des rapports sur les défis que pose la mise en œuvre du Plan AGRO 2015, préparés par nos ministères respectifs, nous mettons à jour le Programme continental 2006-2007 et adoptons les mesures nécessaires à sa mise en œuvre et à son suivi.

## Programme continental 2006-2007

### *Promouvoir des politiques d'État pour l'agriculture et la vie rurale*

La mise à jour du Programme continental 2006-2007 comporte deux composantes : le maintien des actions stratégiques adoptées en 2003 et l'entrée en vigueur des nouvelles actions stratégiques complémentaires établies par les pays en 2005.

Pour progresser vers la concrétisation de la Vision commune à l'horizon 2015 et la réalisation des Objectifs stratégiques, nous exprimons notre volonté de poursuivre les efforts engagés en 2003 et de travailler avec les intervenants du secteur agroalimentaire et du milieu rural, et avec d'autres organisations liées au développement de l'agriculture et de la vie rurale, pour lancer les actions stratégiques complémentaires suivantes :

### **i. Promouvoir des entreprises rurales compétitives**

(Territoires ruraux - dimension productivo-commerciale)

#### Développement économique local

1. Renforcer le développement économique local grâce aux investissements publics et privés, dans une perspective intégrée visant à améliorer la productivité, la compétitivité et les capacités entrepreneuriales des entreprises rurales, afin de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie dans les territoires ruraux.

### **ii. Intégrer les chaînes de production et renforcer leur compétitivité**

(Chaînes de production et de commercialisation agricoles - dimension productivo-commerciale)

#### Gestion et certification de la qualité

2. Promouvoir la gestion intégrée de la qualité dans les chaînes de production agricoles, notamment la mise en place de systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments ainsi que de mécanismes de certification. L'information concernant les outils de gestion de la qualité doit être diffusée afin de faciliter l'expansion de la production et du commerce.

Mise au point de produits en faisant appel aux biotechnologies

3. Mettre au point de nouveaux produits en s'appuyant sur les biotechnologies, dans le cadre des politiques nationales d'innovation, avec la participation coordonnée des intervenants publics et privés, en tenant compte des mécanismes de biosécurité et en se conformant aux accords régionaux et internationaux en vigueur.

### **III. Promouvoir un milieu propice à une agriculture compétitive** (Contexte national et international - dimension productivo-commerciale)

Sources d'énergie de remplacement

4. Promouvoir des politiques qui encouragent la production d'énergie à partir de sources de remplacement qui s'appuient sur des activités agricoles et agro-industrielles, l'utilisation durable de ressources naturelles renouvelables et la biotechnologie moderne.

Politiques pour l'agro industrie

5. Encourager l'adoption de politiques de développement de l'agro industrie, de l'agrobusiness et des activités rurales non agricoles axées sur le marché.

### **IV. Assumer la responsabilité environnementale dans les campagnes.** (Territoires ruraux - dimension écologico-environnementale)

Aucune nouvelle action stratégique ne vient s'ajouter à celles contenues dans le Programme continental approuvé en 2003.

### **V. De la ferme à la table : pour une gestion environnementale intégrée.** (Chaînes de production et de commercialisation agricoles - dimension écologico-environnementale)

Aucune nouvelle action stratégique ne vient s'ajouter à celles contenues dans le Programme continental approuvé en 2003.

## **VI. Participer à la mise en place des institutions environnementales.**

(Contexte national et international - dimension écologico-environnementale)

Services environnementaux et pratiques respectueuses de l'environnement

6. Encourager l'adoption de diverses perspectives et de divers mécanismes qui reconnaissent la valeur des services environnementaux offerts par le milieu rural ainsi que la valeur des pratiques respectueuses de l'environnement.

Débouchés commerciaux pour les biens et services produits d'une manière durable du point de vue de l'environnement

7. Améliorer le système institutionnel et consolider les progrès accomplis dans la production et la commercialisation des produits agricoles durables.

## **VII. Qualité de vie dans les collectivités rurales : créer des capacités et des possibilités** (Territoires ruraux - dimension socio-culturelle et humaine)

Aucune nouvelle action stratégique ne vient s'ajouter à celles contenues dans le Programme continental approuvé en 2003.

## **VIII. Renforcer l'apprentissage et les savoirs dans la chaîne**

(Chaînes de production et de commercialisation agricoles - dimension socio-culturelle et humaine)

Aucune nouvelle action stratégique ne vient s'ajouter à celles contenues dans le Programme continental approuvé en 2003.

## **IX. Promouvoir des politiques qui favorisent la création de capacités et de possibilités dans les collectivités rurales**

(Contexte national et international - dimension socio-culturelle et humaine)

Responsabilité sociale dans les entreprises rurales

8. Promouvoir le principe de responsabilité sociale dans les entreprises rurales, en encourageant la création d'emplois et le respect du principe du travail décent, tel qu'il est établi dans les accords internationaux.

**X. Renforcer la participation et l'action coordonnée des secteurs public et privé dans les territoires** (Territoires ruraux - dimension politico-institutionnelle)

Développement intégré du territoire rural

9. Promouvoir le développement rural intégré en adoptant une perspective multisectorielle et participative et en renforçant la coordination entre les secteurs public et privé.

**XI. Renforcer le dialogue et les engagements entre les intervenants de la chaîne** (Chaînes de production et de commercialisation agricoles - dimension politico-institutionnelle)

Aucune nouvelle action stratégique ne vient s'ajouter à celles contenues dans le Programme continental approuvé en 2003.

**XII. Renforcer les politiques d'État et la coopération régionale et continentale en faveur de l'agriculture et de la vie rurale** (Contexte national et international - dimension politico-institutionnelle)

Politiques d'État

10. Promouvoir des politiques d'État à long terme en faveur du développement du secteur agroalimentaire et du milieu rural, en tenant compte des cadres de référence internationaux existants.

Travail interinstitutionnel et multisectoriel

11. Renforcer la coordination sectorielle et multisectorielle afin de faciliter la mise en œuvre des politiques d'État, pour améliorer l'agriculture et la qualité de vie des collectivités rurales.



---

## Mise en œuvre et suivi

### *Renforcer l'intégration régionale et la coopération internationale*

Le Plan d'action AGRO 2015 traduit l'intention des pays membres de travailler à la concrétisation de la vision commune, étant entendu que les gouvernements nationaux sont les principaux responsables de la mise en œuvre du programme commun et de l'exécution du Plan d'action à la lumière de leurs engagements internationaux et des accords internationaux auxquels ils sont partie.

#### Mise à jour des programmes bisannuels

12. Le Programme continental 2006-2007 constitue le sixième d'une série de six programmes bisannuels qui assurent la mise en œuvre du Plan AGRO 2015. Les gouvernements nationaux prépareront des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque programme bisannuel, lesquels seront présentés à la Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale qui se tiendra à la fin de chaque période. Ces rapports seront utilisés pour actualiser le programme correspondant à la période suivante.

#### Mécanismes et stratégies régionaux

13. Nous renforcerons les réunions régionales des ministres de l'Agriculture ainsi que les mécanismes d'intégration régionale de l'agriculture afin de faciliter les consultations, la détermination des priorités, la coordination des actions et l'adoption de politiques régionales sur des questions d'intérêt commun, pour appuyer la mise en œuvre des stratégies nationales visant à améliorer l'agriculture et la qualité de vie des collectivités rurales.

#### Appui aux organismes internationaux et aux programmes inter-organismes

14. Nous prenons acte de l'appui des organismes internationaux au processus ministériel en vue de la mise en œuvre du Plan AGRO

2015 et nous leur exprimons notre reconnaissance. Nous demandons qu'ils poursuivent cet effort en évitant le dédoublement des actions et en renforçant le travail interinstitutionnel et multisectoriel. Nous réitérons l'appel que nous avons lancé en 2001 et 2003 aux institutions de financement internationales, aux autres organismes régionaux de coopération et aux gouvernements coopérants pour qu'ils se joignent à cet effort institutionnel et renforcent l'action conjointe, en fonction des stratégies nationales et régionales, en vue de la mise en œuvre du programme commun du Plan AGRO 2015 et de son suivi.

#### Système d'information sur l'agriculture et la vie rurale

15. Nous appuyons la mise en place d'un système d'information sur l'agriculture et la vie rurale afin de faciliter le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2015. À cet égard, nous prenons acte de l'effort initial consenti par la CEPALC, l'IICA, l'OPS, la FAO et l'UNESCO pour définir des indicateurs aux fins du Plan AGRO 2015. Nous nous réjouissons de la récente incorporation de l'OIT à cette initiative. Nous demandons aux organismes internationaux susmentionnés qu'ils maintiennent leur appui et nous invitons les autres organismes internationaux qui ont des liens avec l'agriculture et la vie rurale à s'unir à cette initiative en fournissant de l'information, des ressources et un soutien technique pour la mise en marche du système en 2007.
16. Parce qu'il est important d'élaborer des méthodes de mesure et des systèmes d'évaluation appropriés pour suivre l'avancement du Plan AGRO 2015, nous travaillerons de concert avec les organismes internationaux pour recueillir des données nationales afin d'alimenter le système d'information qui facilitera le suivi du Plan AGRO 2015. Enfin, nous poursuivrons les efforts en vue de définir des mesures adéquates qui permettront d'évaluer l'avancement du Plan AGRO.

*Signé à Guayaquil, République de l'Équateur,  
le trente et un août deux mille cinq.*

Antigua-et-Barbuda  
Charlesworth T. Samuel

Argentine  
Miguel Santiago Campos

Bahamas  
V. Alfred Gray

Barbade  
Erskine Griffith

Belize  
Jaime David Burgos

Bolivie  
Guillermo Ribera Cuellar

Brésil  
Roberto Rodrigues Rodrigues

Canada  
Wayne Easter

Chili  
Arturo Barrera Miranda

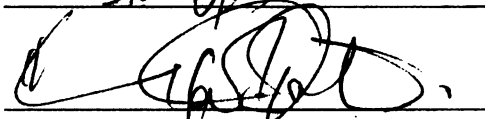
Colombie  
Fernando Arbeláez Soto

The image shows a series of handwritten signatures in blue ink, arranged vertically on a white background with horizontal lines. The signatures are: Samuel (Antigua-et-Barbuda), Miguel Santiago Campos (Argentine), V. Alfred Gray (Bahamas), Erskine Griffith (Barbade), Jaime David Burgos (Belize), Guillermo Ribera Cuellar (Bolivie), Roberto Rodrigues Rodrigues (Brésil), Wayne Easter (Canada), Arturo Barrera Miranda (Chili), and Fernando Arbeláez Soto (Colombie). The signatures are highly stylized and cursive.

Costa Rica  
Rodolfo Coto Pacheco



Dominique  
Randolph Cato



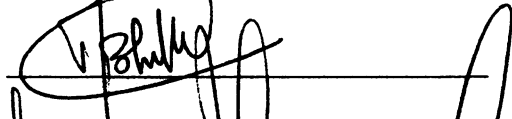
El Salvador  
Mariano Ernesto Salaverria



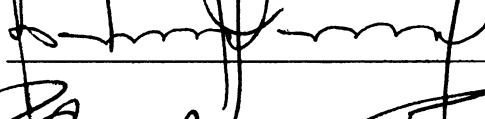
États-Unis d'Amérique  
William L. Brant



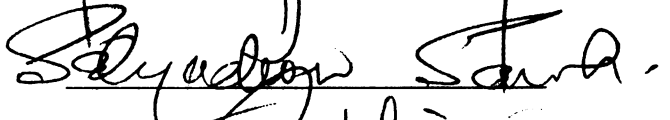
Grenade  
Roland Bhola



Guatemala  
Bernardo López Figueroa



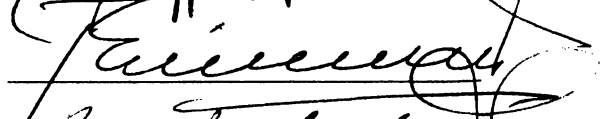
Guyana  
Satyadeow Sawh



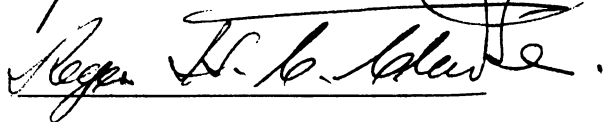
Haïti  
Philippe Mathieu



Honduras  
Roberto Villeda Toledo




Jamaïque  
Roger Clarke



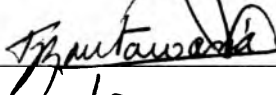
Mexique  
Víctor Manuel Villalobos



Nicaragua  
José Augusto Navarro



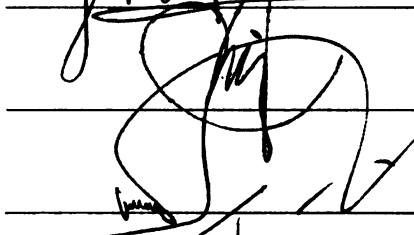
Panamá  
Erick Fidel Santamaría



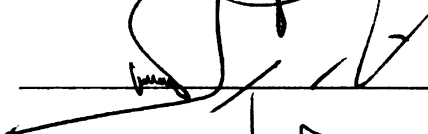
Paraguay  
Gustavo N. Ruíz Díaz Roa



Pérou  
Manuel Manrique Ugarte



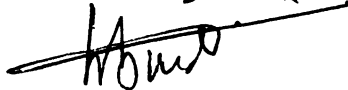
République dominicaine  
Amilcar Romero Portuondo



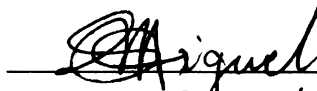
Saint-Lucie  
Ignatius Jean



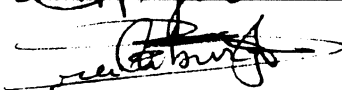
Saint-Kitts-et-Nevis  
Cedric Roy Liburd



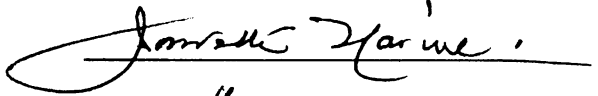
Saint-Vincent-et-les-Grenadines  
Girlyn Miguel



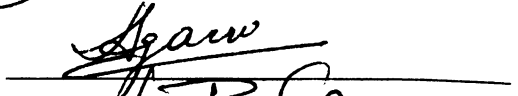
Suriname  
Gerrit Arno Breinburg



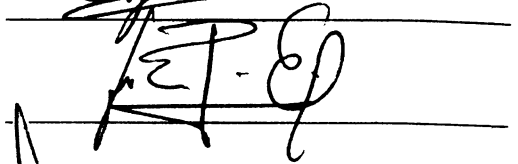
Trinité-et-Tobago  
Jarrette Narine



Uruguay  
Ernesto Agazzi



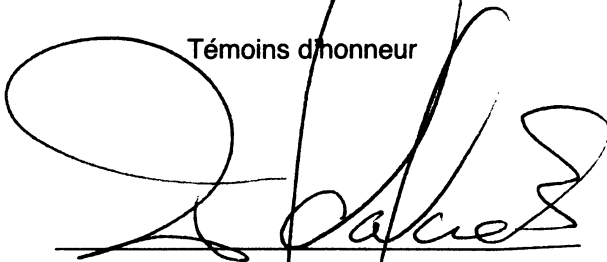
Venezuela  
Freddy Escalona



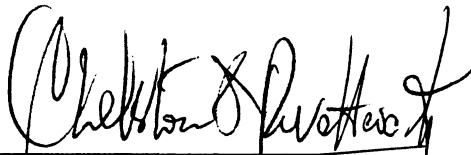
---

Pablo Rizzo Pastor  
Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage de l'Équateur  
Président de la Troisième Réunion ministérielle

Témoins d'honneur



Alfredo Palacio  
Présidente de la République du Équateur



Chelston W. D. Brathwaite  
Directeur Général  
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

ACCORD MINISTÉRIEL CONTINENTAL  
**MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU  
PLAN AGRO 2003-2015 EN PRÉPARATION  
DE LA QUATRIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE**

Les ministres présents à la IIIe Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques,

**Vu :**

Le rapport du Secrétariat sur le processus ministériel " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ", intitulé " Construire aujourd'hui l'agriculture et la vie rurale à l'horizon 2015 : une occasion de renouveler le cadre institutionnel, l'action conjointe et la coopération ";

L' Accord Ministérielle de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques » adopté par les ministres lors de cette IIIe Réunion ministérielle;

La Déclaration de Nuevo León du Sommet extraordinaire des Amériques (Monterrey 2004), en particulier le mandat 43 sur l'agriculture et la vie rurale et le mandat 72 relatif à la coordination et à l'appui des organismes internationaux, partenaires du processus des Sommets, dans la mise en œuvre et le suivi des mandats émanés des Sommets,

**Considerant :**

Que la Réunion ministérielle sur l'agriculture et vie rurale dans les Amériques tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques constitue une partie importante dans la mise en œuvre des mandats et dans l'apport de contributions aux décisions des mandataires;

Que le Plan AGRO 2015 représente un accord ministériel continental qui revêt le caractère d'un mandat du processus des Sommets et qu'il constitue le programme d'action commun et le cadre stratégique pour orienter les stratégies nationales et régionales visant à améliorer l'agriculture et la vie rurale;

Que les délégués ministériels, dans leurs pays respectifs, jouent un rôle de coordination dans la mise en œuvre du Programme d'action continental et dans la préparation des rapports sur l'exécution du Plan;

Que le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques dans le domaine de l'agriculture (GRICA), forum continental des délégués ministériels, a joué un rôle actif dans la réalisation d'un consensus pour la préparation du Plan et pour sa mise à jour;

Que l'IICA, en tant que Secrétariat de la Réunion ministérielle, apporte un soutien au Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques dans le domaine de l'agriculture (GRICA) et aux Réunions ministérielles sur l'agriculture et vie rurale dans les Amériques,

**Conviennent :**

1. De charger les délégués ministériels et le Secrétariat de la Réunion ministérielle de diffuser le Plan AGRO 2015 mis à jour en tenant compte de l'« Accord Ministérielle de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques ».
2. De charger les délégués ministériels de préparer, avec l'appui du Secrétariat de la Réunion ministérielle, les rapports nationaux sur l'exécution du Programme d'action continental 2006-2007 du Plan AGRO 2015 et les défis que pose la mise en œuvre du Plan.
3. De demander au forum continental des délégués ministériels (GRICA) de mettre à jour le Programme d'action continental pour la période 2008-2009.
4. De demander au Secrétariat de la Réunion ministérielle de préparer, en s'appuyant sur les rapports des délégués ministériels, un rapport sur l'exécution du Programme d'action continental et sur les mesures prises pour assurer la coordination du processus ministériel avec le processus des Sommets des Amériques.



ACCORD MINISTÉRIEL CONTINENTAL  
**SYSTÈME D'INFORMATION POUR LE SUIVI DU  
PLAN AGRO 2003-2015**

Les ministres présents à la IIIe Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques,

**Vu :**

L' " Accord Ministérielle de Guayaquil pour l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques " adopté par les ministres présents à cette IIIe Réunion ministérielle, et plus particulièrement les points relatifs à la mise en place d'un système d'information sur l'agriculture et la vie rurale pour assurer le suivi du Plan AGRO 2015;

Le rapport du Secrétariat sur le processus ministériel " Agriculture et vie rurale dans les Amériques ", intitulé " Construire aujourd'hui l'agriculture et la vie rurale à l'horizon 2015 : une occasion de renouveler le cadre institutionnel, l'action conjointe et la coopération ";

L'exposé du Secrétariat sur un système d'information qui servira au suivi du Plan AGRO 2015 et les progrès accomplis grâce à l'action concertée de la CEPALC, l'IICA, la FAO, l'OPS, l'UNESCO et l'OIT,

**Considerant :**

Que le Plan AGRO 2015 est mis en œuvre par le biais de programmes d'action continentaux biennaux;

Qu'il est nécessaire de réaliser un suivi et une évaluation des efforts déployés à l'aide d'un système d'information couvrant les aspects relatifs à l'exécution des accords, l'impact de ces accords sur l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale, et le point de vue et les attentes des dirigeants,

**Conviennent :**

1. De demander au Secrétariat de la Réunion ministérielle et **aux** organismes internationaux qui ont appuyé l'effort initial consenti pour mettre en place un système d'information qui servira au suivi du Plan AGRO 2015 de poursuivre cet effort en fournissant les ressources nécessaires et en coordonnant des actions afin de perfectionner le système d'information, dans la perspective de la IVe Réunion ministérielle qui se tiendra en 2007, et d'exhorter les organismes internationaux à se joindre à cette initiative.
2. De demander au Secrétariat de la Réunion ministérielle de présenter les résultats de cette expérience, de concert avec les organismes qui ont participé à cette initiative, à l'occasion de la réunion du Groupe de travail conjoint des Sommets, à titre de contribution à la définition d'objectifs et d'indicateurs pour l'exécution des mandats des Sommets des Amériques.

ACCORD MINISTÉRIEL CONTINENTAL  
**PROPOSITION MINISTÉRIELLE SUR L'AGRICULTURE ET LA  
VIE RURALE PRÉSENTÉE AU IV<sup>E</sup> SOMMET DES AMÉRIQUES**

Les ministres présents à la III<sup>e</sup> Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques,

**Vu :**

L'exposé de M. Luis Alberto Rodríguez, directeur du Secrétariat des Sommets des Amériques de l'OEA;

Le consensus obtenu au sujet de la Proposition ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale présentée au IV<sup>e</sup> Sommet des Amériques,

**Considerant :**

Que le dialogue et la recherche d'un consensus au sujet de la Déclaration de Mar del Plata et de son Plan d'action se poursuivront dans le cadre de la réunion du GRIC (7 au 9 septembre) et dans les réunions qui suivront;

Que nous estimons essentiel de consolider la position acquise par l'agriculture et la vie rurale dans les Sommets précédents, position qui contribuera à la mise en œuvre du Plan AGRO 2015,

**Conviennent :**

1. De demander au président de la Troisième Réunion ministérielle et au Secrétariat de faire parvenir au bureau du président du GRIC la Proposition ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale qui suit :

Déclaration de Mar del Plata :

Un cadre global pour le développement rural et agricole qui favorise l'investissement, la création d'emplois et la prospérité rurale, comme contribution aux objectifs définis aux paragraphes 1, 2 et 3 de la présente Déclaration.

Plan d'action

Nous impulserons des politiques d'État et des stratégies globales pour l'agriculture, qui favoriseront l'ouverture commerciale agricole, les investissements dans le milieu rural propres à contribuer à son développement durable, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie des collectivités rurales, ainsi que la production agricole dans le respect des principes de protection sanitaire et d'innocuité des aliments.

# **PANAMÁ 2003: DEUXIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE**

- Plan d'action AGRO 2003-2015  
pour l'agriculture et la vie rurale  
dans les Amériques
- Mise en œuvre et suivi du Plan  
AGRO 2003-201

Les chefs d'État et de gouvernement des  
Amériques appuient la mise en oeuvre du  
Plan d'action AGRO 2003-2015

*Nous nous engageons à continuer de déployer des efforts soutenus pour améliorer les conditions de vie des populations rurales en encourageant les investissements et en créant des conditions favorables à l'amélioration durable de l'agriculture afin de contribuer au développement social, à la prospérité rurale et à la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, nous appuyons la mise en oeuvre du Plan d'action Agro 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques, adopté lors de la Deuxième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale tenue à Panama en novembre 2003.*

**Sommet extraordinaire des Amériques, 2004  
Paragraphe 43, Déclaration de Nuevo León**



## Deuxième Réunion ministérielle - 2003



Lors de la Deuxième Réunion ministérielle “ Agriculture et vie rurale dans les Amériques ” tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, les ministres de l'Agriculture ont adopté le ***Plan d'action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques*** (Panama, 11-12 novembre 2003).

*La démocratie et le développement économique et social sont l'interdépendants et s'épaulent mutuellement, étant tous deux des conditions fondamentales à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour libérer nos concitoyens des conditions déshumanisantes de la pauvreté absolue.*

- *Nous nous engageons à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs en matière de développement international, notamment une réduction de 50 % de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue, et ce, d'ici l'année 2015.*
- *Nous nous engageons à promouvoir divers programmes visant l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale, ainsi que des agro-industries, ces programmes constituant une contribution essentielle à la réduction de la pauvreté et au développement intégral.*

**Troisième Sommet des Amériques, 2001  
Paragraphe 19 et 20, Déclaration de Québec**

## Avant-propos

Dans l'intention de promouvoir une large diffusion des accords ministériels continentaux relatifs à l'agriculture et à la vie rurale, nous avons l'honneur de mettre la présente publication à la disposition des chefs de file et des acteurs clés du secteur agricole, ainsi que des autres organisations responsables du développement de ce secteur.

Nous sommes persuadés que les accords ministériels présentés ici, d'une importance inestimable et d'une grande clairvoyance, ainsi que l'appui reçu des chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet extraordinaire des Amériques, en vue de la mise en œuvre du Plan d'action AGRO 2003-2015, contribueront de façon substantielle au renforcement du travail conjoint, à la promotion des investissements et à la mise en place d'un environnement propice au développement durable de l'agriculture et du milieu rural, à la sécurité alimentaire et à la promotion de la prospérité rurale dans les pays des Amériques.

L'exécution du Programme continental correspondant à la première période 2004-2005 du Plan susmentionné offre l'occasion de mettre en œuvre les mandats présidentiels. Dans le cadre de la Troisième Réunion ministérielle, en 2005, conformément à la décision des ministres de l'Agriculture, ceux-ci devront adopter le Programme continental correspondant à la deuxième période 2006-2007 du Plan, à la lumière des rapports des gouvernements nationaux sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du premier Programme.

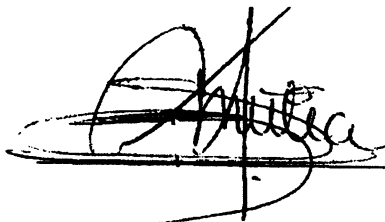
Par ailleurs, en nous appuyant sur les résultats de ces travaux, nous devons également informer les présidents et les premiers ministres au sujet de la manière dont nous nous acquittons des mandats émanés des derniers Sommets (Québec, 2001, et Monterrey, 2004), et préparer des propositions afin que, à l'occasion du Quatrième Sommet des Amériques (Argentine, 2005), ils adoptent les décisions nécessaires pour continuer d'avancer sur la voie de l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques.



**Lynette M. Stanziola A.**

*Ministre du Développement agricole  
du Panama*

*Présidente, Deuxième Réunion ministérielle*



**Salvador Urrutia Loucel**

*Ministre de l'Agriculture et  
de l'Élevage d'El Salvador*

*Vice-président, Deuxième Réunion ministérielle*



**Chelston W. D. Brathwaite**

*Directeur Général*

*Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture  
Secrétariat de la Réunion ministérielle*

---

---

**L**e Plan d'action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques réunit une série d'accords qui ont fait consensus au sujet des quatre composantes complémentaires suivantes:

- la **vision commune de l'agriculture et de la vie rurale à l'horizon 2015**, qui est une caractérisation de l'avenir souhaité en ce qui a trait au contexte national et international, aux territoires ruraux et aux chaînes de production et de commercialisation agricoles;
- les **objectifs stratégiques** sur lesquels seront concentrés les efforts des chefs de file de la communauté de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques;
- le **Programme continental 2003-2005**, qui constitue le premier de six programmes biennaux établissant une série d'actions stratégiques que les gouvernements s'emploieront à mettre en œuvre, de concert avec les acteurs du secteur agroalimentaire et d'autres responsables du développement de l'agriculture et de l'amélioration de la vie rurale;
- la **mise en œuvre et le suivi**, avec des accords portant sur l'élaboration de rapports nationaux sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme biennal, l'actualisation du programme continental correspondant à la période suivante et la définition d'indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis. Par ailleurs, les ministres exhortent les partenaires institutionnels du processus des Sommets à poursuivre leurs efforts afin d'appuyer la mise en œuvre de leurs accords, et ils lancent un appel aux institutions de financement internationales et aux gouvernements coopérants pour qu'ils coordonnent leurs stratégies en fonction du programme continental.

Le Plan d'action obéit aux grands principes et objectifs énoncés dans la Déclaration ministérielle de Bávaro. Ainsi, il s'appuie sur une **conception systémique de l'agriculture et de la vie rurale** qui englobe les territoires ruraux, les chaînes de production et de commercialisation agricoles et le contexte national et international. Cette conception systémique s'inscrit dans une **perspective de développement durable** qui tient compte des différences entre les pays et les régions du Continent en ce qui a trait aux dimensions productivo-commerciale, écologico-environnementale, socio-culturelle et de développement humain, et politico-institutionnelle.

RM2/AMC2-2003  
12 novembre, 2003

## **PLAN D'ACTION "AGRO 2003-2015" POUR L'AGRICULTURE ET LA VIE RURALE DES AMÉRIQUES**

*Nous, les ministres de l'Agriculture et secrétaires d'État à l'Agriculture des Amériques, réunis à Panama, République du Panama, les 11 et 12 novembre 2003, à l'occasion de la Deuxième réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, conformément aux mandats relatifs à l'agriculture et à la vie rurale dictés par les chefs d'État et de gouvernement lors du Troisième Sommet des Amériques, et afin de donner suite à la Déclaration ministérielle de Bávaro émise à l'issue de notre Première Réunion ministérielle, tenue en 2001 en République dominicaine, adoptons le Plan d'action « AGRO 2003-2015 » pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques, ainsi que le Programme continental 2003-2005.*

*Dans l'élaboration du Plan, nous nous sommes appuyés sur une conception systémique de l'agriculture et de la vie rurale, qui englobe les territoires ruraux, les chaînes de production et de commercialisation agricoles et le contexte national et international, dans une perspective de développement durable qui tient compte des différences entre les pays et les régions de l'hémisphère au niveau des dimensions productivo-commerciale, écologico-environnementale, socio-culturelle et de développement humain, et politico-institutionnelle.*

### **1. La vision commune à l'horizon 2015**

Si nous nous situons en 2015, nous observons une agriculture et une vie rurale qui présentent les caractéristiques suivantes :

#### **Contexte national et international**

1. Les politiques macro-économiques facilitent la gestion efficace d'un développement agricole qui favorise l'amélioration de la vie

rurale et un meilleur accès à des services efficaces, à de nouvelles techniques appropriées, à une meilleure infrastructure, à des systèmes d'information conviviaux et à des marchés transparents.

2. Le commerce des produits agricoles prend place dans un cadre international sensiblement moins faussé par les subventions et les barrières qui réduisent l'accès aux marchés.
3. L'agriculture est reconnue comme un élément clé des systèmes de santé et de sécurité alimentaire, qui revêt une importance stratégique pour le développement.

### **Territoires ruraux**

4. L'économie rurale englobe des dynamiques agricoles et non agricoles fondées sur une action coordonnée des secteurs public et privé. Elle compte des organisations, des institutions et des entreprises dotées d'une capacité d'innovation. Elle bénéficie de services d'appui efficaces et d'un meilleur accès à la technologie pour la production et la commercialisation. Elle génère des biens et services avec des niveaux de production et de productivité conformes aux marchés nationaux et mondiaux.
5. L'agriculture est pratiquée avec des méthodes et technologies respectueuses de l'environnement qui contribuent à une gestion durable des ressources naturelles.
6. La pauvreté rurale a été considérablement réduite, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement. La qualité de vie des habitants des collectivités rurales s'est améliorée, et il en est de même des niveaux et des possibilités d'emploi.
7. Les différents groupes sociaux et productifs du secteur rural disposent d'espaces démocratiques pour la réflexion et la concertation, ainsi que de mécanismes qui favorisent leur pleine participation à la définition et à l'exécution d'actions visant à améliorer les conditions de vie en milieu rural.

## **Chaînes de production et de commercialisation agricoles**

8. L'agriculture est constituée de chaînes de production et de commercialisation dans lesquelles chaque maillon apporte une valeur ajoutée. Les diverses parties prenantes disposent de mécanismes leur permettant de dialoguer au sujet de divers aspects de la répartition des avantages globaux.
9. L'agriculture fournit des produits sûrs, sains et de haute qualité, et bénéficie de services d'appui efficaces et compétitifs.
10. Les chaînes de production et de commercialisation agricoles mettent en œuvre des systèmes et des technologies qui préviennent et atténuent les effets des catastrophes naturelles et des crises sanitaires et phytosanitaires.
11. Les chaînes de production et de commercialisation agricoles sont dotées de systèmes d'information qui dynamisent les connaissances et les processus d'apprentissage et qui, ce faisant, facilitent la gestion des risques liés à l'agriculture et contribuent à la mise en œuvre de systèmes efficaces pour assurer la sécurité alimentaire.

## **2. Les objectifs stratégiques**

Afin de concrétiser la Vision commune à l'horizon 2015, et pour orienter les efforts des chefs de file de la communauté de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques, nous réaffirmons nos engagements, énoncés dans la Déclaration ministérielle de Bâvaro, à l'égard des objectifs stratégiques que sont la prospérité rurale, la sécurité alimentaire, le positionnement international et l'intégration régionale de l'agriculture, la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments et le développement durable de l'agriculture et du milieu rural.

## **3. Le Programme continental : Chapitre 2003-2005**

Pour progresser vers la prospérité rurale, la sécurité alimentaire et le développement durable de l'agriculture et du milieu rural, nous nous engageons, conformément au mandat dicté par les chefs d'État et de



gouvernement lors du Troisième Sommet des Amériques (Plan d'action - section 10 - mandat no 1), à promouvoir, de concert avec les intervenants du secteur agricole et d'autres organisations liées au développement de l'agriculture et de la vie rurale, les actions stratégiques suivantes :

## **Contexte national et international**

### *Dimension productivo-commerciale*

1. Appuyer une réforme effective et tangible de l'agriculture grâce au renforcement des normes multilatérales qui régissent le commerce des produits agricoles, conformément aux accords de Doha, notamment en améliorant substantiellement l'accès aux marchés; en réduisant, dans la perspective d'une élimination, toutes les formes de subventions à l'exportation, et en réduisant sensiblement les aides internes qui ont pour résultat de fausser le commerce. Soutenir la création de zones de libre-échange dans le Continent et au sein d'autres forums régionaux ou sous-régionaux. Apporter un soutien et participer aux initiatives de renforcement des capacités et d'assistance technique qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs.
2. Accorder une haute priorité aux politiques régionales en matière de santé animale, de protection phytosanitaire et d'innocuité et de qualité des aliments, en renforçant les systèmes nationaux et régionaux et en réaffirmant les engagements pris avec les organisations compétentes reconnues par l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et avec les organisations internationales pertinentes (Codex Alimentarius, Office international des épizooties (OIE), Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)) et les organisations régionales pertinentes.
3. Favoriser l'établissement de conditions économiques et sociales propices à l'expansion des entreprises agroalimentaires, à la création d'emplois, à l'intégration des chaînes de production et de commercialisation agricoles et à leur participation au marché mondial.
4. Promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises rurales, les coopératives et les groupes communautaires œuvrant dans les secteurs de la production agricole, de l'industrie agroalimentaire et des services ruraux.

5. Promouvoir le coopératisme en tant qu'instrument pour améliorer l'organisation de la production et de la commercialisation, ainsi que pour accroître le revenu en milieu rural.
6. Appuyer des programmes qui favorisent les investissements privés internes et externes dans le milieu rural, et encourager l'adoption de mesures légales qui apportent une sécurité aux investisseurs.
7. Promouvoir l'établissement de priorités et la revitalisation des capacités de recherche, en favorisant la coordination entre les agriculteurs, les centres de recherche et les services agricoles, et faciliter l'accès à des technologies innovatrices, adaptables et pratiques, en liaison directe avec les systèmes de production, de transformation et de commercialisation.
8. Faciliter l'accès aux nouvelles technologies afin d'améliorer la productivité et établir un mécanisme continental pour améliorer la compréhension des aspects scientifiques et des aspects relatifs à l'innocuité des produits de la biotechnologie, y compris la création de bases de données. Envisager le développement de la biotechnologie et son utilisation dans l'agriculture avec une vision stratégique qui s'inscrit dans la durée.
9. Appuyer les mesures visant la mise en conformité avec les normes internationales de protection sanitaire agricole.

#### *Dimension écologico-environnementale*

10. Promouvoir l'agriculture organique, ainsi que la réglementation pour la production, la surveillance, le contrôle et la certification de la qualité, et le commerce des produits organiques.
11. Collaborer avec les autorités nationales pertinentes pour mettre à jour les règlements environnementaux relatifs à l'agriculture et pour renforcer la coordination entre le secteur public et le secteur privé en ce qui a trait à la gestion environnementale.
12. Encourager la participation active des chefs de file du secteur agricole et de la communauté rurale aux pourparlers nationaux au sujet des négociations internationales relatives à l'environnement et au développement durable.

13. Encourager la mise en place d'un réseau pancontinental spécialisé dans l'alerte rapide et la surveillance agrométéorologique pour la prévention et l'atténuation des catastrophes naturelles, par l'entremise d'institutions publiques et privées du Continent.

*Dimension socio-culturelle et humaine*

14. Promouvoir des programmes de développement rural axés sur l'équité hommes-femmes, en tenant compte de l'aspect multiculturel, le cas échéant, et en ciblant différents groupes d'âge afin d'améliorer les conditions de vie de la population rurale.
15. Promouvoir la formation agricole et rurale et recommander aux autorités compétentes qu'elles procèdent à l'évaluation et à l'homologation des programmes d'enseignement agricole.

*Dimension politico-institutionnelle*

16. Renforcer les mécanismes de coopération entre les pays dans les domaines de l'assistance technique, des connaissances, de l'information et des expériences qui contribuent à la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale.
17. Fournir des occasions supplémentaires de coopération avec des parties prenantes œuvrant dans les secteurs agricoles et non agricoles et avec la société civile, et veiller à ce que les institutions agricoles disposent des capacités nécessaires pour atteindre ces objectifs.
18. Renforcer les interactions régionales et continentales entre les divers ministères de l'Agriculture et secrétariats à l'Agriculture, entre les organismes internationaux, et entre les ministères et secrétariats et ces organismes.

**Territoires ruraux**

*Dimension productivo-commerciale*

- 19 Favoriser l'établissement de conditions qui stimulent, dans le milieu rural, l'implantation d'entreprises compétitives et l'accroissement des investissements au bénéfice des populations rurales.

20. Promouvoir des systèmes innovateurs de services financiers et non financiers et de gestion des risques pour le milieu rural.
21. Promouvoir la sécurité alimentaire en favorisant l'accroissement de la productivité, l'amélioration de l'accès au marché grâce à une meilleure distribution et une plus grande production d'aliments sains et nutritifs, et la production et la consommation de produits autochtones qui offrent de plus grands avantages comparatifs, compte tenu des aspects sociaux et économiques de ces activités.
22. Améliorer la connectivité en milieu rural ainsi que l'accès à l'information grâce à l'établissement de systèmes de réseaux d'information entre les collectivités.
23. Favoriser une coordination accrue entre les producteurs, les centres de recherche et les services agricoles publics et privés afin d'établir des priorités et de mettre en œuvre des initiatives dans les domaines de la recherche et du transfert de technologie.

*Dimension écologico-environnementale*

24. Accroître la compréhension des impacts environnementaux des systèmes agricoles classiques et des technologies de production appropriées aux systèmes agro-écologiques.
25. Promouvoir l'accès aux pratiques agricoles, sylvicoles et halieutiques écologiquement durables, ainsi que l'adoption de ces pratiques, notamment en ce qui a trait aux solutions agro-écologiques et organiques.
26. Favoriser une meilleure compréhension et faciliter la concertation et le travail en vue d'arriver à des consensus à l'échelle du Continent, en ce qui a trait aux liens entre les questions concernant la biodiversité et l'agriculture, dans le cadre des accords nationaux et internationaux.
27. Renforcer les capacités nationales et locales en rapport avec l'atténuation des catastrophes naturelles.
28. Promouvoir l'agriculture durable avec une vision agro-écologique élargie et innovatrice fondée sur l'aménagement des territoires

ruraux, la diversification de la production agricole et l'utilisation à des fins non alimentaires des produits agricoles.

29. Encourager le dialogue et collaborer avec d'autres secteurs liés à la vie rurale afin de mettre en place des activités qui lient l'agriculture avec d'autres activités non agricoles, telles que l'agrotourisme, l'écotourisme et les services environnementaux.

#### *Dimension socio-culturelle et humaine*

30. Favoriser l'interaction et la coordination entre les secteurs public et privé, afin de renforcer les capacités nationales dans les domaines de l'action stratégique, du dialogue et de la négociation.
31. Améliorer le système d'enseignement agricole et promouvoir l'amélioration de l'enseignement offert à la population rurale.
32. Promouvoir des mesures appropriées de protection sociale pour les familles rurales économiquement vulnérables.
33. Favoriser la participation de la population rurale et tenir compte de sa diversité culturelle dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de développement rural.
34. Promouvoir des politiques qui facilitent l'accès aux ressources telles que la terre, le crédit, l'information sur les marchés et autres services.

#### *Dimension politico-institutionnelle*

35. Appuyer la participation des collectivités rurales aux décisions qui ont une incidence sur leur vie et sur leur environnement, notamment dans le but de renforcer leurs capacités, leur sens du leadership et leur aptitude à participer à des programmes gouvernementaux.

### **Chaînes de production et de commercialisation agricoles**

#### *Dimension productivo-commerciale*

36. Promouvoir le renforcement de la coordination des chaînes de production et de commercialisation agricoles ainsi que l'expansion de l'infrastructure qui facilite le développement.

37. Promouvoir des programmes de recherche, de développement et de commercialisation pour les produits qui utilisent une matière première nationale et qui apportent une valeur ajoutée.

*Dimension écologico-environnementale*

38. Promouvoir la gestion de l'environnement dans les différents maillons des chaînes de production et de commercialisation agricoles.

*Dimension socio-culturelle et humaine*

39. Promouvoir le renforcement des capacités entrepreneuriales au sein des différents groupes sociaux et culturels de la collectivité rurale.

*Dimension politico-institutionnelle*

40. Favoriser la mise en place de cadres institutionnels qui facilitent la concertation et la négociation entre tous les intervenants des chaînes de production et de commercialisation agricoles.

#### **4. Mise en œuvre et suivi**

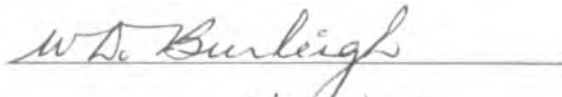
*Le Plan d'action " AGRO 2003-2015 " traduit l'intention des pays membres de travailler à la concrétisation de la vision commune, étant entendu que les gouvernements nationaux sont les principaux responsables de la mise en œuvre du programme commun et que ce sont eux qui exécuteront le Plan d'action à la lumière de leurs engagements internationaux et des accords internationaux auxquels ils sont partie.*

1. Le Programme continental 2003-2005 constitue le premier de six programmes biennaux qui assureront la mise en œuvre du Plan d'action " AGRO 2003-2015 ". Les gouvernements nationaux prépareront des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque programme biennal, lesquels seront présentés à la Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale qui se tiendra à la fin de chaque période. Ces rapports seront utilisés pour actualiser le programme correspondant à la période suivante.

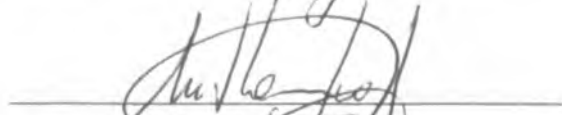
2. Nous reconnaissons les efforts déployés par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), pour appuyer ce processus. Nous exhortons ces institutions à poursuivre dans cette voie et nous réitérons l'appel que nous avons lancé, au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Bâvaro, aux autres institutions associées au processus des Sommets des Amériques, aux institutions de financement internationales — Banque interaméricaine de développement (BID), Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), Banque de développement des Caraïbes (BDC), Société andine de développement (SAD) et Banque mondiale — et aux gouvernements coopérants pour qu'ils se joignent à cet effort et qu'ils coordonnent leurs stratégies en fonction de la mise en œuvre du programme commun du Plan d'action « AGRO 2003-2015 ».
3. Enfin, nous chargeons nos déléguées et délégués de définir des indicateurs et des instruments de mesure appropriés pour suivre la mise en œuvre de ce Plan d'action.

*Signé à Panama, République du Panama,  
le douze novembre deux mille trois.*

Antigua-et-Barbuda  
Winston D. Burleigh



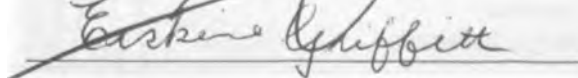
Argentine  
Miguel Santiago Campos



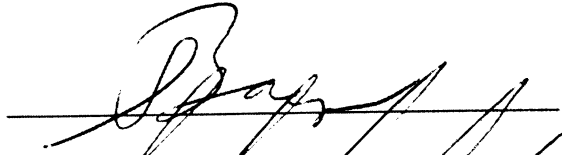
Bahamas  
V. Alfred Gray



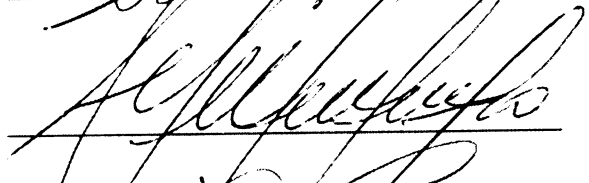
Barbade  
Erskine Griffith



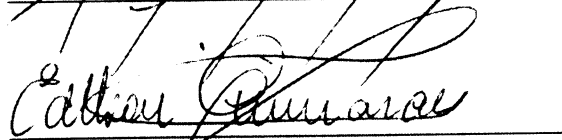
Belize  
Servulo Baeza



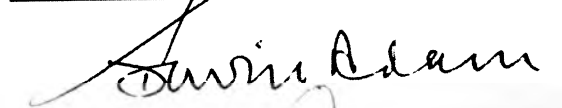
Bolivie  
Diego Montenegro Emst



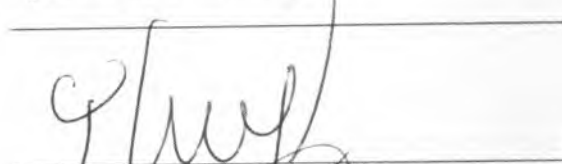
Brésil  
Edilson Guimarães



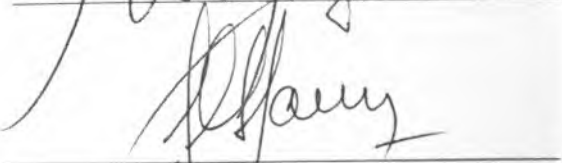
Canada  
David Adam



Chili  
Jaime Campos Quiroga



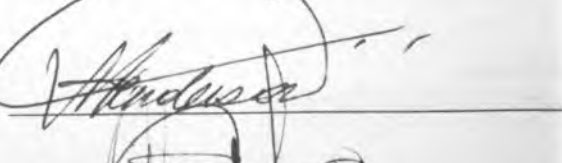
Colombie  
Carlos Gustavo Cano



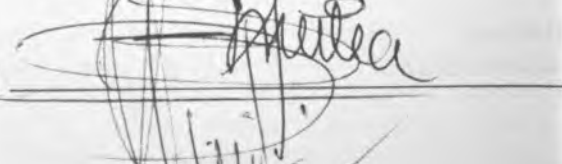
Costa Rica  
Rodolfo Coto Pacheco



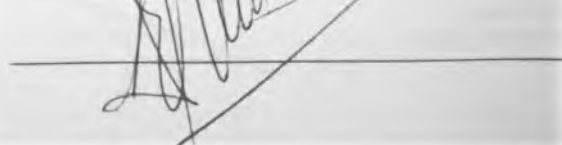
Dominique  
Vince Henderson



El Salvador  
Salvador E. Urrutia Loucel

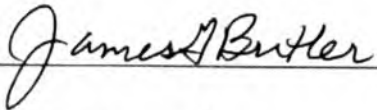


Équateur  
Sergio Seminario

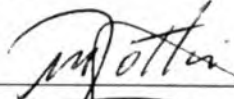




États-Unis d'Amérique  
James G. Butler

  
\_\_\_\_\_

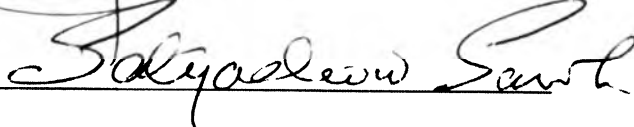
Grenade  
Malachy Dottin

  
\_\_\_\_\_

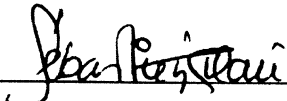
Guatemala  
Carlos Sett Oliva

  
\_\_\_\_\_

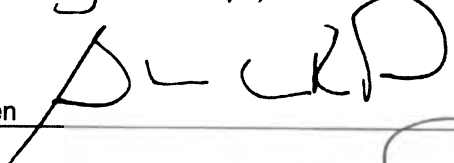
Guyana  
Satyadeow Sawh

  
\_\_\_\_\_ 69

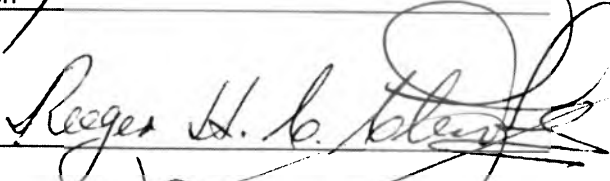
Haïti  
Sébastien Hilaire

  
\_\_\_\_\_


Honduras  
German Pérez D'estephen

  
\_\_\_\_\_

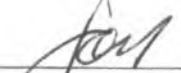
Jamaïque  
Roger Clarke

  
\_\_\_\_\_

Mexique  
Víctor Manuel Villalobos  
Arámbula

  
\_\_\_\_\_

Nicaragua  
José Augusto Navarro Flores

  
\_\_\_\_\_

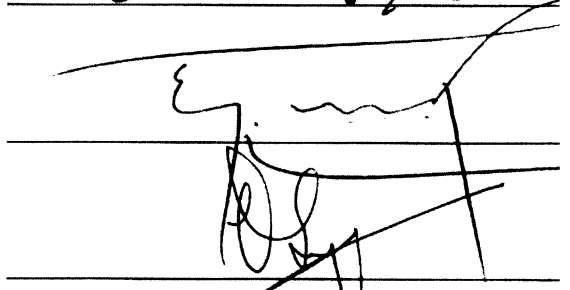
Paraguay  
Antonio Ibáñez Aquino

  
\_\_\_\_\_

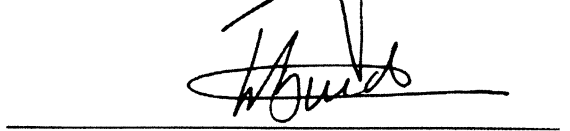
Pérou  
Francisco González García



République dominicaine  
Eligio Jáquez



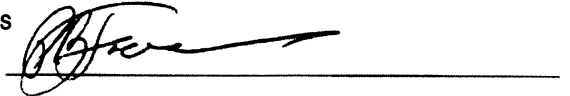
Sainte-Lucie  
Calixte George



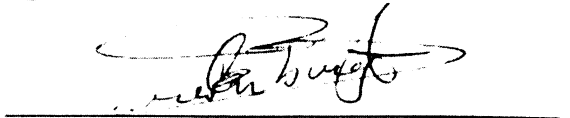
Saint-Kitts-et-Nevis  
Cedric Roy Liburd



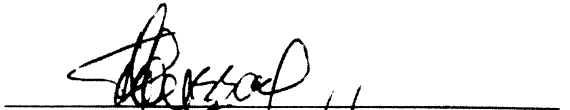
Saint-Vincent-et-les-Grenadines  
Philmore Isaacs



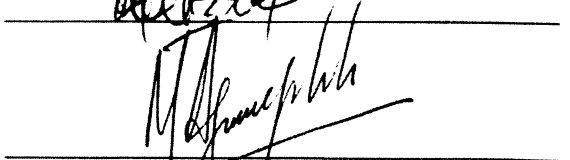
Suriname  
Gerrit Arno Breinburg



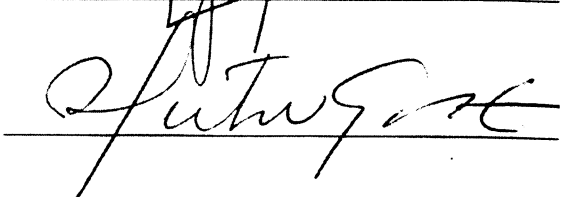
Trinité-et-Tobago  
Trevor W. Murray



Uruguay  
Martín Aguirrezabala



Venezuela  
Héctor Garzón





---

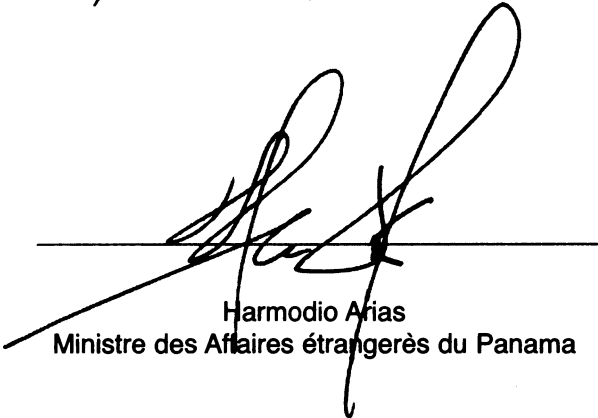
Lynette M. Stanziola Apolayo  
Ministre du Développement Agricole de la République du Panama  
Présidente de la Deuxième Réunion Ministérielle  
sur l'Agriculture et la Vie Rurale

Témoins d'honneur



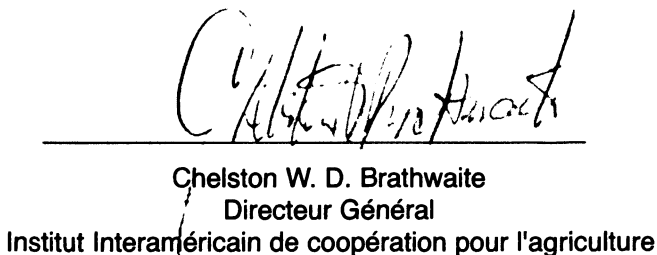
---

Mireya Moscoso  
Présidente de la République du Panama



---

Harmodio Arias  
Ministre des Affaires étrangères du Panama



---

Chelston W. D. Brathwaite  
Directeur Général  
Institut Interaméricain de coopération pour l'agriculture

RM2/AMC3-2003  
13 novembre 2003

ACCORD MINISTÉRIEL CONTINENTAL  
**MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU  
PLAN D'ACTION AGRO 2003-2015**

Le Conseil interaméricain de l'agriculture, à sa Douzième réunion ordinaire,

**Considérant :**

Que, à travers le processus des Sommets des Amériques et des accords ministériels qui mettent en application les décisions des Chefs d'État et de gouvernement, on construit actuellement une nouvelle architecture institutionnelle afin de concrétiser : i) la croissance économique dans l'équité; ii) le développement social et iii) la gouvernance démocratique;

Que la IIe Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale, dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, a permis de parvenir à une compréhension commune de questions stratégiques pour l'agriculture et la vie rurale;

Que, dans ce contexte, le Plan d'action AGRO 2003-2015 pour l'agriculture et la vie rurale des Amériques (Plan AGRO 2003-2015), principal résultat de la IIe Réunion ministérielle, constitue le programme commun qu'utiliseront nos pays pour l'élaboration des plans d'action nationaux et régionaux;

Que le Forum continental des délégués ministériels de l'agriculture (le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques dans le domaine de l'agriculture, GRICA) joue un rôle de premier plan dans le processus d'analyse, de discussion et d'établissement d'un consensus entre les pays du Continent en préparation de ce Plan d'action;

Que l'IICA, en sa qualité de partenaire institutionnel du processus des Sommets, apporte son soutien à ses États membres pour la mise en œuvre des mandats impartis par les chefs d'État et de gouvernement et assure la liaison avec les mécanismes de suivi du processus des Sommets des Amériques et que, en outre, en sa qualité de secrétariat de la réunion ministérielle, il prête son appui au GRICA et aux réunions ministérielles sur l'agriculture et la vie rurale;

Que, à la session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui s'est tenue en l'an 2000 à La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique) et à laquelle ont assisté les ministres de l'Agriculture du Continent, nous avons demandé la création du Groupe inter-organismes pour le développement rural, en tant que réseau continental, chargé de compléter les actions des institutions qui le composent et de mettre en œuvre, en particulier, des projets conjoints de formation, d'assistance technique et d'investissement, aux niveaux national et régional, ainsi que des projets conjoints de création et de diffusion d'informations pertinentes pour le développement des économies rurales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes;

Que les ministres de l'Agriculture participent à quatre forums sur l'agriculture et la vie rurale, soit : la Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, le Conseil interaméricain de l'agriculture, la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO et la Réunion ibéro-américaine des ministres de l'Agriculture,

**Décide :**

1. De recommander à l'IICA de continuer à appuyer les ministres de l'Agriculture pour la mise en œuvre du Plan AGRO 2003-2015.
2. De demander aux délégués ministériels et à leur forum continental (GRICA) de présenter à la Troisième Réunion ministérielle, avec le concours du Secrétariat de la réunion ministérielle, un rapport intérimaire sur la mise en œuvre du Programme continental 2003-2005 du Plan d'action 2003-2015 ainsi qu'une proposition de mise à jour de ce programme.

3. De demander au Groupe inter-organismes pour le développement rural, formé par la Banque Mondiale, la BID, la CEPALC, la FAO, le FIDA, la GTZ, l'IICA et l'AID des États-Unis, de formuler un projet de programme inter-organismes visant à harmoniser la coopération internationale et les actions établies dans le programme continental du Plan AGRO 2003-2015.
4. D'adopter le Plan d'action AGRO 2003-2015 afin qu'il devienne le programme commun qui guidera l'action concertée et solidaire des nations du Continent dans les quatre forums ministériels, en ce qui a trait à l'appui offert aux actions visant à transformer l'agriculture et à améliorer la vie rurale.



## **BÁVARO 2001: PREMIÈRE RÉUNION MINISTÉRIELLE**

- Déclaration de Bávaro pour  
l'amélioration de l'agriculture et  
de la vie rurale dans les  
Amériques

## *Nos Gouvernements :*

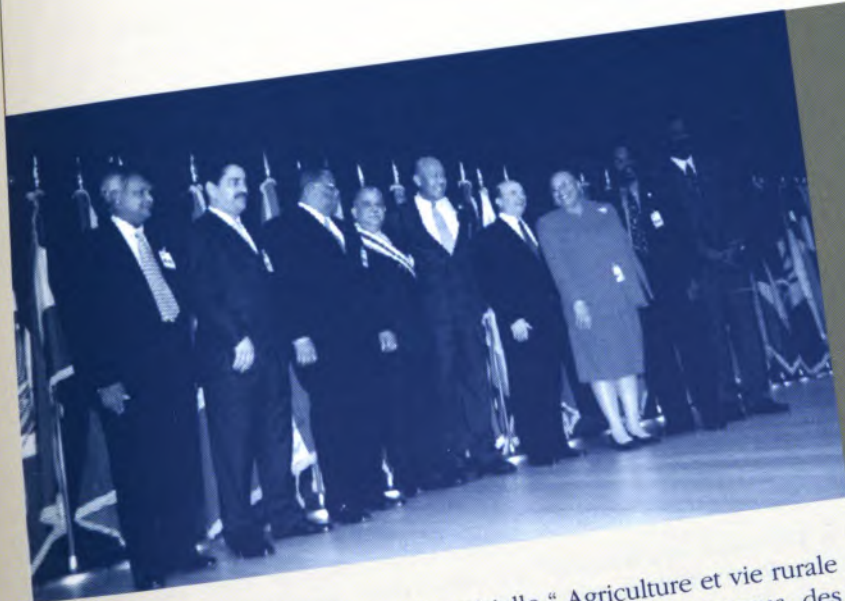
*Reconnaissant l'importance fondamentale de l'agriculture comme mode de vie pour des millions de familles rurales de l'hémisphère, ainsi que le rôle qu'il joue dans la création de la prospérité en tant que secteur stratégique de notre système socio-économique, et prenant note de l'importance de développer son potentiel d'une manière qui soit compatible avec le développement durable et qui assurerait une attention et un traitement adéquats pour le secteur rural :*

- *Promouvoir un dialogue qui inclut les ministres gouvernementaux, les parlementaires et la société civile, en particulier les organisations liées aux régions rurales, ainsi que les communautés scientifiques et universitaires, ayant pour objectif de promouvoir des stratégies nationales à moyen et à long terme, en vue de favoriser l'amélioration durable de l'agriculture et de la vie rurale;*
- *Charger les ministres de l'Agriculture, et en collaboration avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), de promouvoir une action conjointe par tous les acteurs du secteur agricole, pour travailler à l'amélioration de la vie agricole et rurale qui permet la mise en œuvre des Plans d'action des Sommets des Amériques;*

**Troisième Sommet des Amériques, 2001  
Section 10, Plan d'action**



## Première Réunion ministérielle - 2001



Lors de la Première Réunion ministérielle " Agriculture et vie rurale dans les Amériques " tenue dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, les ministres de l'Agriculture ont adopté la **Déclaration ministérielle de Bavaro pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques.** (République dominicaine, 26-27 novembre 2001).

Dans la Déclaration de Bâvaro, les ministres de l'Agriculture se sont engagés à s'acquitter du mandat émané du Troisième Sommet des Amériques et à promouvoir une action conjointe de tous les intervenants du secteur agricole en vue d'améliorer l'agriculture et la vie rurale.

Parmi les aspects jugés essentiels, les ministres de l'Agriculture ont souligné plus particulièrement la nécessité de faire des progrès importants dans les domaines suivants :

- **développement durable de l'agriculture et du milieu rural;**
- **sécurité alimentaire;**
- **réduction de la pauvreté en milieu rural.**

À cette fin, ils ont proposé dix types d'actions stratégiques :

- i. intensification de la libéralisation du commerce agricole;
- ii. renforcement du dialogue et concertation de stratégies;
- iii. mise en place d'un cadre institutionnel propice au développement durable de l'agriculture et du milieu rural;
- iv. appui aux organisations et collectivités rurales pour le renforcement de leurs capacités;
- v. élimination des biais anti-agriculture dans les politiques et reconnaissance dans ces politiques de la large contribution de l'agriculture au bien-être de la société;
- vi. développement de l'agriculture respectueuse de l'environnement;
- vii. prévention et atténuation des catastrophes naturelles et des urgences sanitaires et phytosanitaires;
- viii. accroissement des investissements dans la constitution du capital humain;
- ix. réduction des fossés aux chapitres des connaissances, de l'information et des technologies;
- x. modernisation de l'agriculture et renforcement des services d'appui à la production et au commerce agroalimentaires.

Ils ont également exhorté les institutions internationales de coopération et de financement pour le développement ainsi que les gouvernements coopérants à coordonner leurs stratégies d'appui et à harmoniser leurs efforts de coopération technique et financière en vue de la mise en œuvre de la Déclaration.

**DÉCLARATION DE BAVARO POUR  
L'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE ET DE  
LA VIE RURALE DANS LES AMÉRIQUES**

1. Nous, les ministres de l'agriculture des pays des Amériques, réunis à Bavaro, en République dominicaine, au sein du Conseil interaméricain de l'agriculture (JIA), réaffirmons notre ferme engagement de nous acquitter du mandat émané du Troisième Sommet des Amériques et de promouvoir une action conjointe de tous les intervenants de l'ensemble du secteur agricole en vue d'améliorer l'agriculture et la vie rurale.

**Conscients :**

2. Qu'a été renouvelé l'engagement en faveur de l'intégration hémisphérique, du bien-être économique, de la sécurité de nos peuples, du renforcement de la démocratie, de la création de la prospérité, de la protection de l'environnement et du développement du potentiel humain, et qu'a été reconnue la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire, et son importance stratégique comme mode de vie pour des millions de familles rurales de l'hémisphère.
3. Que, à la suite de consultations avec d'autres chefs de file des diverses communautés du secteur de l'agriculture et de la vie rurale de nos pays, nous avons réussi à forger des consensus nationaux et un esprit de collaboration et d'appui au sujet de la nécessité de mettre en œuvre des stratégies à moyen et à long terme en vue de l'amélioration durable de l'agriculture et de la vie rurale;

**Nous considérons indispensable :**

4. D'avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de libéralisation du commerce des produits agricoles et de l'élimination des subventions et des pratiques commerciales

déloyales dans les négociations multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et celles d'autres forums hémisphériques et sous-régionaux, et de favoriser la création de zones de libre-échange dans les Amériques et la conclusion d'accords d'intégration dans les Amériques.

5. D'accorder une haute priorité aux politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire et à l'innocuité et à la qualité des aliments.
6. De créer et de renforcer des espaces institutionnels de dialogue entre les différents paliers de gouvernement, les associations d'entreprises et de producteurs, et la société civile en vue de concevoir des stratégies et d'obtenir des engagements concernant la gestion de l'agriculture et le développement rural, fondés sur la transparence et sur la responsabilité.
7. De rénover les cadres institutionnels nationaux et internationaux afin qu'ils contribuent à un développement durable de l'agriculture et du milieu rural, basé sur les objectifs d'une compétitivité accrue, de justice sociale, de la gestion soutenable du développement des ressources naturelles et d'une gestion démocratique avisée.
8. De renforcer et de mettre en place des mécanismes institutionnels, visant à appuyer les institutions de la société civile et les collectivités rurales dans leurs efforts orientés vers l'amélioration de leurs capacités et de leurs conditions de vie, car ces collectivités constituent l'un des piliers des principes démocratiques et de l'harmonie sociale.
9. De concevoir et d'appliquer des politiques macro-économiques qui éliminent les préjugés contre l'agriculture, et qui reconnaissent l'importance accrue de la contribution de l'agriculture et la nécessité d'améliorer la qualité de la vie en milieu rural.
10. D'impulser des processus de transformation et de modernisation de l'agriculture qui se traduisent par un accroissement de la production, de la productivité et de la rentabilité, et par une amélioration de la compétitivité sur les marchés mondiaux, et qui soient plus particulièrement axés sur la création et la revitalisation des petites et moyennes unités de production et sur l'intégration des chaînes agroalimentaires.

11. De faire en sorte que l'agriculture donne lieu à une croissance économique équitable et qu'elle fournisse des options de remplacement des cultures illicites, en évitant la dégradation des ressources naturelles et en créant des possibilités d'emploi pour les groupes vulnérables, conformément aux diverses législations nationales.
12. De refermer la brèche du savoir dans et entre les pays des Amériques au chapitre de l'information et de la technologie, afin d'améliorer la compétitivité et un développement économique plus équitable.
13. D'adopter des stratégies, des politiques et des programmes en vue de réduire l'ampleur croissante de la pauvreté rurale qui, en plus de nuire aux conditions de vie de ceux qui en souffrent, contribue à la dégradation des ressources naturelles, suscite la violence, encourage la production et la commercialisation de cultures illicites, crée de l'insécurité dans les droits fonciers, et affaiblit la gouvernance démocratique.
14. De réduire les effets adverses des phénomènes naturels et des facteurs externes, par le biais de politiques de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles ainsi que de politiques d'urgence en matière de protection sanitaire et phytosanitaire, et moyennant la mise en œuvre de programmes de soutien axés sur le partenariat, de conditions spéciales pour l'investissement, le commerce, l'assistance technique et d'autres formes d'appui, principalement à l'endroit des petites économies.
15. De mettre en œuvre des stratégies et des programmes différenciés qui augmentent les possibilités de développement de l'agriculture grâce à des investissements accrus dans la formation du capital humain, plus particulièrement au sein des groupes vulnérables.
16. De redoubler d'efforts pour mettre en place des pratiques agropastorales respectueuses de l'environnement avec des mécanismes d'incitation économique qui n'entraînent pas de distorsion du marché.
17. De renforcer et d'élargir les services de soutien à la production et au commerce des produits agroalimentaires, plus particulièrement en ce qui concerne le financement rural, la

protection sanitaire agropastorale, l'innovation technologique et le transfert de technologies, moyennant l'adoption et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de programmes d'action qui contribuent à garantir les investissements visant la production agropastorale et agro-industrielle.

En conséquence, conformément au mandat que nous ont confié les chefs d'État et de gouvernement dans leurs efforts pour lutter contre la pauvreté, créer une plus grande prospérité, accroître les possibilités économiques, promouvoir la justice sociale et développer le potentiel humain,

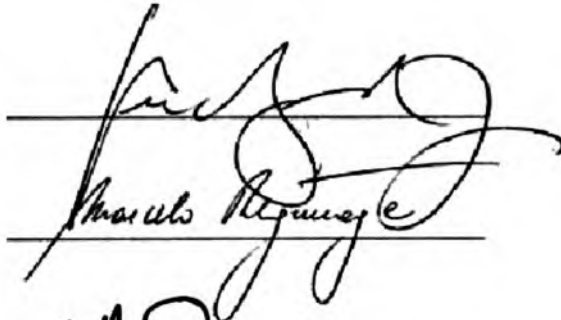
**Nous nous engageons à :**

18. Diriger et faciliter le processus de mise en œuvre de la présente Déclaration et forger un consensus au sujet des orientations stratégiques pour un programme concerté, orientations sur lesquelles nos pays se fonderont pour établir de futurs plans d'action nationaux et régionaux.
19. Adopter des politiques, stratégies et programmes d'action qui favorisent le développement harmonieux et équitable, ainsi que l'amélioration de la qualité de la vie dans les zones rurales, ce qui contribuera à freiner l'exode rural.
20. Exhorter les institutions associées au processus des Sommets interaméricains, les institutions internationales de financement et les gouvernements coopérants à coordonner leurs stratégies et d'appuyer les actions en vue d'améliorer l'agriculture et la vie rurale.

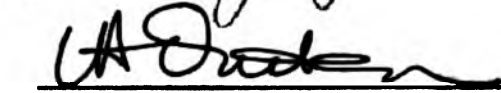
Nous lançons par ailleurs un appel aux organismes internationaux de coopération qui ont constitué le Groupe inter-organismes pour le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes afin qu'ils harmonisent leurs efforts de coopération technique et financière, à l'appui de la présente Déclaration et des futurs plans d'action nationaux et régionaux qui s'en inspireront.

*Émise à Bavaro, Province d'Altagracia, République dominicaine, le vingt-sept novembre deux mille un.*

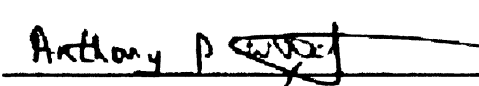
Antigua-et-Barbuda  
Vere C. Bird Jr.



Argentine  
Marcelo Regúnaga



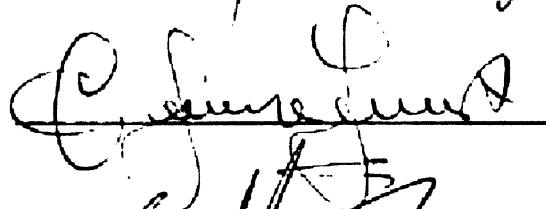
Bahamas  
Valerie Outten



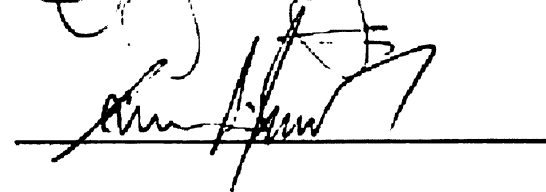
Barbade  
Antony P. Wood



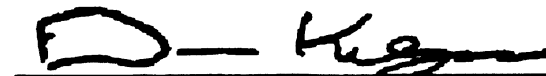
Belize  
Daniel Silva



Bolivie  
Jorge Monje

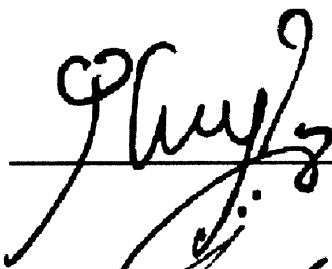


Brésil  
Marcus Vinicius Pratini  
de Moraes

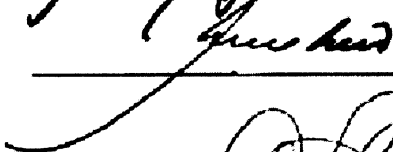


Canada  
David Kilgour

Chili  
Jaime Campos Quiroga



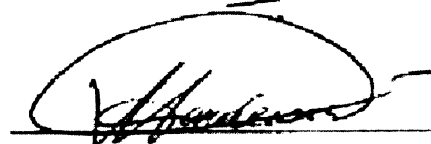
Colombie  
Rodrigo Villalba Mosquera




Costa Rica  
Alfredo Robert Polini



Dominique  
Vince Henderson



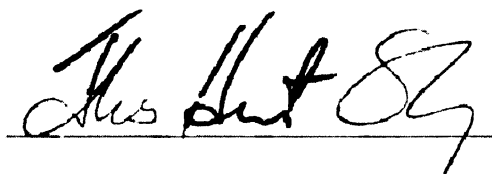
El Salvador  
Armando Servellón



Équateur  
Galo Plaza Pallares



États-Unis d'Amérique  
Thomas Hunt Shipman

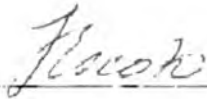


Grenade  
Claris Charles



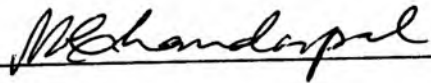


Guatemala  
Jorge Rolando Escoto  
Marroquín



---

Guyana  
Navin Chandarpal



---

Haiti  
Sébastien Hilaire




---

Honduras  
Guillermo Alvarado Downing



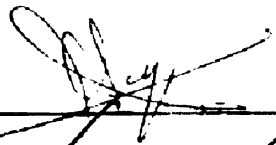
---

Jamaïque  
Roger Clarke



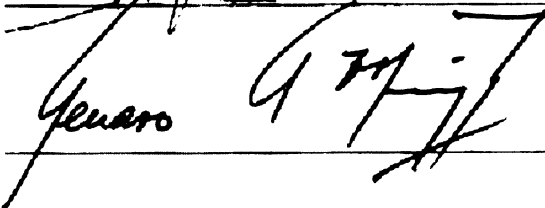
---

Mexique  
Javier Usabiaga



---

Nicaragua  
Genaro A. Muñiz Bermúdez



---

Panama  
Pedro Adán Gordón S.

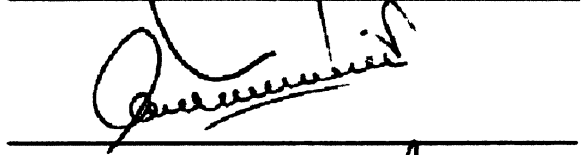


---

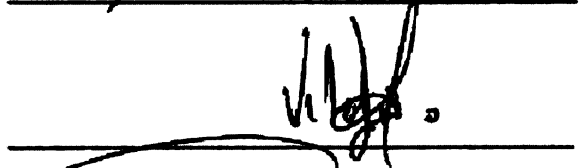
Paraguay  
Carmelo Peralta




Pérou  
Alvaro Quijandría



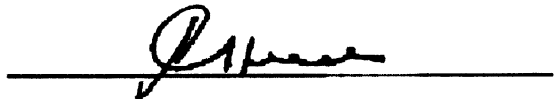
Sainte-Lucie  
Eustace Vitalis



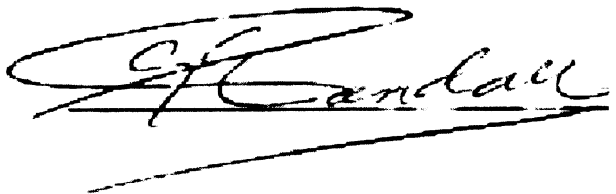
Saint-Kitts-et-Nevis  
Rafael Adonis Archibald



Saint-Vincent-et-les-  
Grenadines  
Simeon Greene



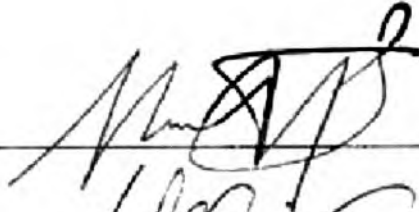
Suriname  
Geetapersad Gangaram  
Panday



Trinité-et-Tobago  
Swallow Mohammed




Uruguay  
Gonzalo E. González

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Gonzalo E. González', written over a horizontal line.

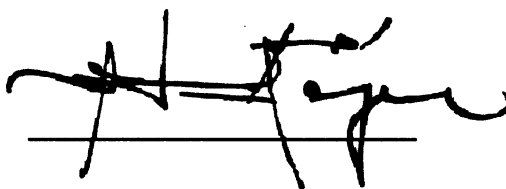
Venezuela  
Efrén Andrade

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Efrén Andrade', written over a horizontal line.

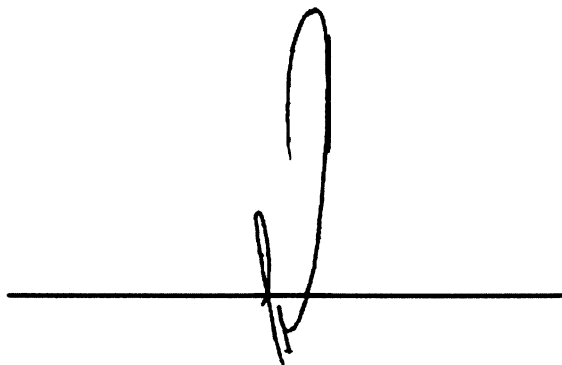


Eligio Jáquez  
Secrétaire d'État à l'agriculture de la République dominicaine et  
Président de la Onzième réunion ordinaire  
du Conseil interaméricain de l'agriculture

Témoins d'honneur



Hipólito Mejía  
Président constitutionnel  
de la République dominicaine



Carlos E. Aquino G.  
Directeur général  
Institut Interaméricain de coopération pour l'agriculture





Réunions ministérielles " Agriculture et vie rurale dans les Amériques "  
dans le cadre du processus des Sommets des Amériques



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture  
Secrétariat de les Réunions ministérielles  
" Agriculture et vie rurale dans les Amériques "  
[www.iica.int/cumbres](http://www.iica.int/cumbres)